

# Grandeurs et servitudes de la figure de l'intellectuel français

Texte de 3 conférences données à l'Université Populaire de Niort  
Octobre-Décembre 2018

Lorsque les amis de l'Université Populaire m'ont sollicité pour faire une série de conférences sur le thème de la place des intellectuels dans notre société, nos premiers échanges ont rapidement mis en évidence la difficulté que posait l'usage même de cette appellation.

## Pour une approche de la figure de l'intellectuel.

Ce que recouvre le terme d'intellectuel est d'autant plus difficile à appréhender que l'on peine, en effet, aujourd'hui à le définir.

Est-ce que le terme d'intellectuel renvoie aux personnages glorieux qui reposent sous la coupole du Panthéon, les Voltaire, les Hugo, les Zola ?

Est-ce ainsi que l'on peut qualifier les centaines de milliers de femmes et d'hommes qui assurent dans nos sociétés post-industrielles des fonctions de production purement cognitive comme les enseignants, les chercheurs, les artistes et autres créateurs ?

Le terme se rapporte-t-il à ces commentateurs, experts en tout et en rien, qui peuplent les plateaux des chaînes d'info continue et qui doctement délivrent leur point de vue sur l'actualité ?

Si sous le terme d'intellectuel on entend regrouper celles et ceux qui de par leur parcours scolaire et universitaire ont acquis diplômes et, espérons au moins, connaissances de haut niveau, il y aurait donc des centaines de milliers d'intellectuels dans notre pays puisqu'en 2015 selon l'INSEE sur l'ensemble de la population 26,5 % de celle-ci possède un diplôme de l'enseignement supérieur. Chiffre qui monte à 41% pour la tranche 25 à 49 ans. 16% des 24/35 ans étaient titulaire d'un Master et même 0,7 % d'un doctorat.

Le terme d'intellectuel dans le sens commun ne concerne donc pas ces centaines de milliers de personnes qui, dans ce que certains appellent le capitalisme cognitif, occupent des postes de plus en plus nombreux où les connaissances académiques (sciences dures, sciences humaines et sociales, maîtrise des langues étrangères...) sous tendent les savoir faire.

Le terme d'intellectuel indubitablement renvoie à une autre acception. Acception que curieusement l'on devine dans le sort misérable qui lui est fait actuellement.

Alors qu'il n'y a eu jamais autant de personnes diplômées du supérieur, le terme d'intellectuel a, en effet, de nos jours mauvaise presse. Des cours de récréation ou la caractérisation d'un jeune comme « intello » a valeur d'injure à peine moins péjorative que l'infamant bollos, à un ancien premier ministre, à présent exilé au-delà des Pyrénées, qui énonçait, en parlant des sociologues étudiant l'objet « terrorisme

djihadiste » qu'expliquer, fonction intellectuelle par excellence, c'était déjà excuser, ou à un ancien président de la République qui renvoyait la lecture de la Princesse de Clèves à une pure vacuité ; l'intellectuel apparaît comme un « coupeur de cheveux en quatre » ou un être éthéré déconnecté des réalités du monde contemporain.

Ayant choisi comme parti pris, bien entendu contestable, de ne pas dresser une sociologie des fonctions intellectuelles dans la France de 2018, je me suis donc limité à évoquer avec vous la conception classique de l'intellectuel telle qu'au moins en France elle s'est imposée autour des figures tutélaires des Dreyfusards, Zola, Anatole France, Daniel Halévy, Lucien Herr ou des signataires de l'appel d'Amsterdam-Pleyel des années 30 Henri Barbusse ou Romain Rolland.

Le terme « intellectuel » n'apparaît que le 23 janvier 1898, 10 jours après le « j'accuse » d'Emile Zola dans le journal l'Aurore sous la plume de Georges Clémenceau qui se félicite de leur mobilisation en soutien au capitaine Dreyfus et le 1<sup>er</sup> février sous celle de Maurice Barres qui s'en moque.

Fidèle à l'approche qu'en donnait Jean Paul Sartre, figure « idéal-typique » de l'intellectuel s'il en est, lors de conférences données en 1964 au Japon et publiées sous le titre « plaidoyer pour les intellectuels ». Titre évocateur qui rappelle que la contestation de la figure de l'intellectuel ne date pas d'hier ni la nécessité d'en défendre la place au sein de la société.

Voyons ce qu'ironiquement nous dit Sartre du reproche que, depuis l'affaire Dreyfus, les biens pensants adressent aux intellectuels : « *Originellement, donc, l'ensemble des intellectuels apparaît comme une diversité d'hommes ayant acquis quelque notoriété par des travaux qui relèvent de l'intelligence (science exacte, science appliquée, médecine, littérature)* » et qui abusent de cette notoriété pour sortir de leur domaine et critiquer la société et les pouvoirs établis au nom d'une conception globale et dogmatique (vague ou précise, moraliste ou marxiste) de l'Homme ».

Sartre retourne habilement cette critique pour affirmer tel un défit « *Or, il est vrai que l'intellectuel est quelqu'un qui se mêle de ce qui ne le regarde pas* ». Afin d'illustrer cette sorte de définition de ce qu'est un intellectuel il prend comme exemple, en les retournant malicieusement, les critiques émises contre les savants, au premier rang desquels A Einstein et Joseph Rotblat, qui ont travaillé à la fission de l'atome et qui ont signé le manifeste Russel, Einstein pour alerter l'opinion sur l'usage militaire de l'énergie atomique : « *En effet ; 1° ils sortent de leur compétence : fabriquer une bombe est une chose, juger de son emploi en est une autre ; 2° ils abusent de leur célébrité ou de la compétence qu'on leur reconnaît pour faire violence à l'opinion, masquant par là l'abîme infranchissable qui sépare leurs connaissances scientifiques de l'appréciation politique qu'ils portent à partir d'autres principes sur l'engin qu'ils mettent au point. 3° Ils ne condamnent pas, en effet, l'usage de la bombe pour avoir constaté des défauts techniques mais au nom d'un système de valeurs éminemment contestable qui prend pour norme supérieure la vie humaine* ».

Pascal Ory et Jean-François Sirinelli dans leur ouvrage « Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours » ne disent pas autre chose. Pour ces historiens depuis l'affaire Dreyfus à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle « *l'intellectuel ne se définit plus par ce qu'il est, une fonction, un statut, mais par ce qu'il fait, son intervention sur le terrain du politique, compris au sens de débat sur la cité* ».

D'où les deux séries de caractères distinctifs que ces deux historiens assignent aux intellectuels « *L'intervention de l'intellectuel se devra d'être, d'emblée manifeste. Il ne sera plus l'homme qui pense mais l'homme qui communique une pensée : influence interpersonnelle, pétitionnement, tribune, essai, traité...* ».

Cette influence nous disent Ory et Sirinelli, l'intellectuel ne la doit qu'à « *son autorité, généralisation du privilège dont dispose « le magister » face à l'élève* ».

Tout savant, tout expert dans un domaine scientifique donné ne relève donc pas de la catégorie d'intellectuel au sens où l'entendent Ory et Sirinelli et plus récemment François Dosse dans son livre « *La saga des intellectuels français* ». Nombre d'entre ces savants, bien qu'ayant acquis dans leur discipline une grande notoriété, et l'on peut citer en Histoire Fernand Braudel, en anthropologie Claude Lévi Strauss, ou en sociologie Pierre Bourdieu jusqu'à un âge avancé, ne se sont pas appuyés sur celle-ci pour énoncer un discours à vocation universaliste sur la société.

L'intellectuel dreyfusard, l'intellectuel engagé, le plus souvent d'ailleurs à gauche de l'échiquier politique, celui dont par une sorte d'habitus, le citoyen attend la parole forte, souvent sous la forme du regret « *mais que font les intellectuels face à ce drame ?* » constitue donc bien une figure singulière qui le distingue des autres créateurs cognitifs.

Il est donc nécessaire pour le comprendre de se pencher sur l'origine de ces sujets qui, comme le disait Sartre ont « *acquis quelque notoriété par des travaux qui relèvent de l'intelligence* ».

Origine qui nous transporte en des temps forts anciens, à ce que le philosophe Alain Badiou décrit comme « *une révolution fondamentale, de loin la plus importante dans toute l'histoire de la bête humaine* » à savoir la révolution néolithique.

La révolution néolithique, entre 20 000 et 10 000 ans avant JC, a vu se développer, au départ dans le triangle fertile puis se diffuser dans tout le bassin méditerranéen, une agriculture sédentaire qui progressivement a permis de dégager d'une année sur l'autre des surplus qu'il s'est agi de stocker dans des greniers et de préserver. L'existence de ces surplus a donné la possibilité de nourrir des individus dont la fonction n'était plus de produire directement mais de garder ces greniers des autres hommes qui auraient cédé à la tentation de les consommer immédiatement et de surtout justifier cette préservation par des rituels et l'invocation de puissances surnaturelles. Comme l'écrit Jean Paul Demoule, professeur de protohistoire « *Pour qu'un Etat inégalitaire et hiérarchisé se maintienne durablement, il est nécessaire que les membres de la société restent rassemblés. S'ils se dispersent, le pouvoir des dominants se dissout de lui-même. Pour éviter une telle dispersion, trois facteurs peuvent entrer en jeu : les dominants imposent leur pouvoir par la force, ce qui exige beaucoup d'énergie et n'est pas forcément durable ; ou bien les dominants usent, souvent de bonne foi, de persuasion idéologique, comme l'amour des dirigeants ou plus sûrement, la croyance en des systèmes idéologico-religieux qui promettent le bonheur dans l'au-delà au prix d'une vie laborieuse et méritante sur terre ; ou bien enfin les conditions environnementales sont telles que les sujets ne peuvent partir ailleurs.* »

Ces hommes, et parfois ces femmes, qui au fil des siècles eurent aussi progressivement pour fonction, de dénombrer ces surplus, d'organiser, dans les bassins des grands fleuves, l'irrigation des terres, favorisant ainsi l'invention de

l'écriture, se spécialisèrent autour des fonctions de scribes, d'architectes, de prêtres, de stratèges, puis avec la création de cités et de proto états, de politiques.

Ainsi au fil des siècles, la spécialisation des activités rendue nécessaire par les nouvelles formes de production agricole mais aussi artisanale, une classe particulière dont la fonction est d'organiser et surtout de justifier, de légitimer, comme le disait Max Weber, le pouvoir d'une élite bénéficiant du fruit du travail des producteurs non seulement par la contrainte de la force mais surtout par la recherche du consentement de ces derniers.

La consolidation des cités-états, les guerres entre celles-ci et le développement d'un système productif basé sur l'exploitation d'une main d'œuvre servile contribuèrent à élargir sans cesse le nombre et le rôle de ces individus qui vont repousser les limites des savoirs disponibles et forger peu à peu des méthodes d'analyse les écartant de la simple invocation des dieux et l'usage des rituels pour appréhender la compréhension de la nature, du cosmos et des sociétés humaines.

En développant une véritable praxis, c'est-à-dire en faisant le pas de côté nécessaire pour saisir les avancées de leur pratique, en thésaurisant les acquis de leurs prédécesseurs et en constituant une véritable mémoire des savoirs, ces individus se situaient en situation de surplomb par rapport au reste de la société. Même si leurs fonctions résidaient dans la justification du pouvoir des dominants, la particularité de leur positionnement leur a conféré progressivement une certaine autonomie de pensée et d'action ne pouvant se réduire à une seule approche utilitariste de leur fonction.

Les grandes religions monothéistes n'ont pas bouleversé cette autonomie relative de pensée et d'action. Durant les temps sombres suivant la chute de l'empire romain, les clercs, les moines, par la controverse avec les penseurs juifs et musulmans, ont su préserver certains des acquis de l'antiquité, et l'on pense à la place donnée à la pensée grecque et romaine dans l'œuvre de Plotin ou de St Augustin.

Même si le paradigme dominant restait celui la religion et de l'explication déiste de l'organisation du monde et des sociétés, néanmoins dans les interstices de ce dernier des hommes mais aussi des femmes ont su argumenter, polémiquer lors de disputations et confronter des arguments qui nourrissent l'action humaine, pour le meilleur, et on retient la belle figure de Pierre Abélard et pour le pire, et l'on pense à St Bernard de Clervaux,

Peu à peu, de la Renaissance à la Réforme Luthérienne puis à ce que l'on a appelé le Siècle des Lumières, cette activité intellectuelle s'est émancipée de la tutelle des églises pour se cristalliser autour de pratiques, de la science des ingénieurs à celle des médecins ou des légistes, pour lesquelles l'expérimentation rationnelle devenait une condition. L'invention de l'imprimerie et la confrontation directe aux textes ont joué un rôle essentiel dans cette émancipation.

Ainsi, s'est développée, consolidée, légitimée une catégorie d'acteurs sociaux de plus en plus nombreux, spécialisés et reconnus au sein des sociétés contemporaines dont les fonctions exigeaient une formation longue, l'accumulation de savoirs théoriques complexes et la maîtrise de savoir faire exigeant une prise de distance réflexive constante.

Mais si l'existence de cette masse de chercheurs, d'enseignants, de juristes était une condition nécessaire à l'émergence de ce que l'on a appelé dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle les intellectuels, était-elle une condition suffisante ? Sans doute non.

Il fallut aussi que certains de ces clercs mobilisent ces savoirs et méthodes pour s'exonérer de leur place assignée par l'organisation de la société et porter sur cette dernière un point de vue à vocation universaliste.

La Révolution Française et plus largement l'émergence progressive tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle de la démocratie politique avec l'essor du suffrage universel et des grandes libertés publiques favorisèrent l'affirmation comme penseurs de la société, voire comme acteurs de sa transformation, des clercs s'étant formés initialement sur d'autres champs que celui du politique. Ainsi de l'avocat Robespierre ou des juristes Danton ou St Just, de l'ambassadeur poète Lamartine ou de l'ouvrier typographe Proudhon.

Outre l'extension des libertés publiques, les évolutions techniques, en termes de déplacement, de mobilité des individus et de production des supports médiatiques, livres et journaux, favorisèrent l'intervention dans une société devenant peu à peu une grande agora, d'hommes et de femmes ne s'autorisant que d'eux-mêmes pour affirmer à la société leur vision du monde et de son devenir.

Le XIX<sup>ème</sup> siècle apparaît bien comme celui de l'émergence de ce personnage singulier qui ayant acquis dans sa formation et son expérience professionnelle des compétences d'analyse rigoureuse, d'argumentation et d'expression orale et écrite entend s'appuyer sur la mobilisation de celles-ci pour s'extraire de son champ initial de production spécifique afin de s'engager dans une quête de l'universel et une recherche de la vérité.

Le bouillonnement social qui parcourt le XIX<sup>e</sup> siècle avec l'essor de l'industrialisation capitaliste et de la conflictualité sociale entre une bourgeoisie se proclamant « classe universelle » et une classe ouvrière dont les porte-parole entendent quant à eux démontrer que derrière l'universalisme des droits formels de la République et de la démocratie se cachent le visage hideux de l'exploitation de l'homme par l'homme, favorise ce phénomène.

Ce bouillonnement social dont les révolutions de 1830, de Juin 1848, la Commune de Paris de 1871 ne sont que les acmés contribue à ce qu'une partie, extrêmement minoritaire à l'origine, ne limite plus son message à la défense de principes universalistes généraux et abstraits mais s'engage dans un combat au côté de ceux qui pour reprendre le refrain de l'internationale ne sont rien mais veulent devenir tout.

Les figures du journaliste Vallès, du géographe Elisée Reclus de Lissagaray, Delescluze, de Blanqui apparaissent comme autant de témoignages de l'affirmation de l'intellectuel au sens moderne de l'acception.

Mais, ainsi que nous l'évoquerons avec plus de précision lors de la prochaine conférence en revisitant l'histoire contemporaine des mouvements intellectuels, c'est sans doute l'affaire Dreyfus qui donne sa consistance à la catégorie de l'intellectuel.

Affaire, voire fait divers, au départ relevant du champ du ministère des armées puis de la justice, elle va devenir le point d'affrontement entre des conceptions opposées de la société, de la justice, de la coexistence des religions dans la République et de la

laïcité ; conceptions portées par des intellectuels s'appuyant sur la presse et prenant l'opinion à témoin pour peser sur les décisions des juges et des politiques.

Renommée, prise de position tranchée, presse, groupe de pression, opinion publique, tous les ingrédients du combat intellectuel sont désormais réunis pour ponctuer chacun des grands épisodes de l'histoire politique et sociale du XXème siècle (Pacifisme, révolution russe, anti fascisme, Résistance, guerre froide, décolonisation, anti impérialisme, anti totalitarisme) dans notre pays mais aussi, avec leurs spécificités, dans les autres pays industrialisés et du tiers monde.

Pour autant, cet engagement politique des intellectuels au long du siècle dernier ne fut ni linéaire ni sans contestation au sein du monde des idées.

Ainsi dès les années 20, le sociologue allemand Max Weber mettait-il en garde, contre la confusion pouvant s'instaurer entre le savant et le politique. Soucieux, comme le fut en France, Emile Durkheim souhaitant que l'analyse de la société soit menée avec autant de rigueur scientifique que l'étude des phénomènes naturels, Max Weber invitait les sociologues à ne pas se départir de ce qu'il dénommait la neutralité axiologique en conservant face aux phénomènes sociaux une parfaite neutralité sans interférence de présupposés idéologiques. Dans son ouvrage « Le savant et le politique » il écrivait *« lorsqu'au cours d'une réunion publique on parle de démocratie, on ne fait pas un secret de la position personnelle que l'on prend, et même la nécessité de prendre partie de façon claire s'impose alors comme un devoir maudit. Les mots que l'on utilise en cette occasion ne sont plus les moyens d'une analyse scientifique, mais ils constituent un appel politique en vue de solliciter des prises de position chez les autres. Ils ne sont plus des socs de charrue pour ameublir l'immense champ de la pensée mais des glaives pour attaquer les adversaires, bref des moyens de combat. »* et de poursuivre invitant les professeurs à la plus stricte neutralité idéologique *« Mais le véritable professeur se gardera bien d'imposer à son auditoire, du haut de sa chaire, une quelconque prise de position, que ce soit ouvertement ou par suggestion-car la manière la plus déloyale est évidemment celle qui consiste à laisser parler les faits ».*

Le rôle de l'intellectuel et le risque de corruption par la passion politique fut également au centre de l'ouvrage de l'essayiste Julien Benda « La trahison des clercs » paru en 1927. Dans cet ouvrage encore considéré comme une contribution majeure à la vie des idées, Benda regrettait que les intellectuels qui s'étaient mobilisés en défense du capitaine Dreyfus au nom des idéaux de justice universelle et de vérité se soient laissés embarqués dans des engagements politiques voire politiques. Si, contrairement à Max Weber, il ne refusait pas aux femmes et hommes de sciences ou des arts de descendre dans l'arène publique, ces derniers ne devaient le faire qu'au nom des universaux humanistes et non pas en défense des grands « ismes » qui déchiraient la France de l'entre deux guerre (fascisme, nationalisme, communisme). Ainsi écrivait-il *« notre siècle aura été proprement le siècle de l'organisation intellectuelle des haines politiques. Ce sera un de ses grands titres dans l'histoire morale de l'humanité. Ces systèmes, depuis qu'il en existe, consistent pour chaque passion, à instituer qu'elle est l'agent du bien dans le monde, que son ennemie est le génie du mal »*

Et poursuivant

*« Ajoutons que notre temps a introduit dans la théorisation des passions politiques deux nouveautés qui ne laissent pas de singulièrement les aviver. La première, c'est qu'aujourd'hui chacune prétend que son mouvement est conforme au « sens de l'évolution », au développement profond de l'histoire » : on sait que toutes les passions actuelles, qu'elles soient de Marx, de Maurras ou de Houston Stewart Chamberlain (théorie de la supériorité des races) ont découvert une « loi historique » selon laquelle leur mouvement ne fait que suivre l'esprit de l'histoire et doit nécessairement triompher, cependant que leur adversaire contrevient à cet esprit et ne saurait connaître qu'une victoire illusoire... Ceci nous conduit à la seconde nouveauté : la prétention qu'ont aujourd'hui toutes les idéologies politiques d'être fondées sur la science, d'être le résultat de la « stricte observation des faits ». On sait quelle assurance, quelle raideur, quelle inhumanité, assez nouvelles dans l'histoire des passions politiques, et dont le monarchisme français est un bon exemple, cette prétention donne aujourd'hui à ces passions ».*

Curieusement d'ailleurs, Julien Benda, sous la pression des événements et la radicalisation des conflits politiques abandonna cette position de surplomb pour devenir après la seconde guerre mondiale un compagnon de route du parti communiste et un soutien aux pires errements du stalinisme.

Mais tout au long du XXème siècle, nombre de personnalités reconnues dans leur spécialité non seulement ignorèrent les injonctions de Max Weber et s'appuyèrent sur leur légitimité de savants pour s'engager dans les débats agitant la société mais, plus encore contredire les thèses de Julien Benda en allant jusqu'à l'engagement politique.

Cet engagement des intellectuels prit toutefois dans notre pays des aspects particuliers.

En France, contrairement à l'Allemagne, où les dirigeants du mouvement ouvrier du début du XXème siècle furent des intellectuels de renom (Karl Kautsky, Rosa Luxembourg, Edouard Bernstein), à la Russie (Lénine, Trotsky, Boukharine) ou à l'Italie (A Gramsci, A Bordiga), connut peu de ce que l'on peut appeler des intellectuels théoriciens et stratèges politiques, c'est-à-dire des intellectuels en mesure d'être à la fois des penseurs de la lutte sociale et politique et des dirigeants reconnus de celles-ci. Seul des personnalités comme Jean Jaurès et Léon Blum pour la SFIO, voire comme plus récemment Michel Rocard, Jean Poperen et Jean Pierre Chevènement pour le parti socialiste des années 70 ou dans l'après 68 Daniel Bensaïd à la LCR ou aujourd'hui Jean Luc Mélenchon peuvent s'apparenter à ce type d'intellectuel tout à la fois théoriciens et stratèges.

D'autres se rattachent plus à la figure de l'intellectuel de parti qui, à un instant de leur parcours personnel, mettent leurs compétences au service d'un parti ou d'une organisation politique. L'engagement de nombreux intellectuels au sein du PCF durant l'occupation et surtout après la libération marque sans doute le moment fort de ce type de rapport entre l'intellectuel et le combat politique.

Dans un remarquable ouvrage de véritable ethnologie historique, intitulé « les staliniens », la romancière, historienne, essayiste, Dominique Desanti, épouse du philosophe Jean Toussaint Desanti, expose comment son adhésion au PCF durant la résistance au nazisme, période durant laquelle ses parents juifs furent déportés et

assassinés par les nazis, l'a conduite à opérer une sorte de disjonction entre ses remarquables capacités à dépeindre dans ses romans, ses essais, le réel du monde capitaliste, du colonialisme et une totale impotence à les mobiliser pour percer les mécanismes du pouvoir totalitaire stalinien. Quelles peuvent être les racines de cet aveuglement collectif dans lequel nombre d'intellectuels persévèrent au moins jusqu'en 1956 et la révolte des Hongrois, date à laquelle les époux Desanti rompirent avec le parti communiste ?

Peut être, tout d'abord, trouver un sens à sa vie par delà la vacuité de la condition humaine. Comme l'écrivait le sociologue Raymond Aron dans un ouvrage resté célèbre « l'opium des intellectuels », « *Celui qui dénonce le sort que réserve aux hommes un univers dénué de signification rejoint parfois les révolutionnaires, parce que l'indignation et la haine l'emporte sur toute considération, parce que la destruction apaise seule, à la limite la conscience désespérée* ».

Ensuite s'inscrire dans des combats embrassant et embrasant l'Humanité entière et dont les protagonistes paraissent clairement identifiables. Si depuis Carl Schmitt on sait que la confrontation politique repose sur la désignation d'un ennemi et un affrontement entre un nous et cet ennemi identifié, il ne fait pas de doute que le 20<sup>ème</sup> siècle a été celui du choc entre des forces sociales et politiques que tout semblait séparer. Proletariat/bourgeoisie, Fascisme et antifascisme, nazisme et communisme, colonialisme mouvement pour l'émancipation des peuples.

Dans ces oppositions frontales, il convenait de choisir son camp. Qui n'est pas de l'un est forcément considéré comme partisan de l'autre. Ces choix ne relèvent plus de l'esthétisme intellectuel mais déterminent souvent la rupture avec son confort, la clandestinité, la prison, la torture, la mort.

Les intellectuels sont sans doute plus sensibles que d'autres catégories sociales à la prégnance de ces choix manichéens. Leur situation intermédiaire dans l'organisation sociale entre dominants, dont ils partagent le capital culturel et symbolique à défaut du capital économique, et dominés, dont, de par leur formation humaniste, ils souhaiteraient soulager les souffrances, les conduit, en fonction du rapport des forces sociales, à choisir le camp du plus grand nombre, de la masse et de son expression politique dominant alors le communisme stalinien. Dominique Desanti décrit bien ce « bonheur d'être communiste » dans les années 50 quand la chaleur des réunions de cellule de quartier permettait à l'intellectuelle qu'elle était de sortir de son isolement « petit bourgeois » et de côtoyer quelques représentants du monde ouvrier et leur fraternité.

La propension de nombre d'intellectuels à s'extraire du champ étroit de leurs compétences scientifiques ou littéraires initiales pour embrasser les grands récits eschatologiques, que furent le fascisme et le stalinisme, répond également à leur tendance à l'abstraction, à la généralisation, à leur attirance pour les systèmes d'explication globaux. Si le terme d'intellectuel est souvent connoté comme de gauche, nombre d'intellectuels de droite n'échappèrent pas non plus à cette attraction pour les grands systèmes totalisants. L'on pense bien sûr à ceux influencés par Charles Maurras et l'Action Française qui virent dans le fascisme et le nazisme la voie d'une résurrection de l'Homme européen et se perdirent dans la collaboration.

Nous reviendrons plus en détail dans la prochaine conférence sur cet aveuglement collectif qui frappa entre 1945 et le début des années soixante une partie très importante de l'intelligentsia française de gauche dont les yeux se dessillèrent que très progressivement et dont seuls quelques esprits forts, comme Maurice Nadeau, David Rousset, André Breton, Cornélius Castoriadis ou Camus sauvèrent l'honneur de la gauche.



Se différenciant de ces intellectuels immergés dans les arcanes de la militance politique, les intellectuels au sens dreyfusard du terme apparaissent en France plutôt comme des compagnons de route des partis politiques (Raymond Aron avec le RPF gaulliste,) Il en fut ainsi en particulier dans le PCF avec Picasso, Eluard, ou Pierre Joliot-Curie durant de longues années où l'ouvriérisme cantonnait les intellectuels au rôle « d'idiots utiles » mobilisés seulement pour siéger aux tribunes des meetings et pour signer des appels et pétitions sous la férule des responsables aux intellectuels que furent Georges Cogniot, Jean Kanapa ou Roland Leroy. Soulignons que même le gentil Paul Eluard, celui de la liberté que l'on écrit sur les pages d'écolier, oui l'amoureux de Gala, déclarait à ceux qui s'indignait de l'exécution du ministre communiste hongrois Laszlo Rajk en 1949 « *j'ai trop à faire pour les innocents qui clament leur innocence pour m'occuper des coupables qui clament leur culpabilité* ».

L'influence du PCF sur les intellectuels à la Libération peut s'illustrer par la liste des membres de la cellule communiste de St Germain des Prés rapportée par l'historien François DOSSE : Robert Antelme (L'espèce humaine) , Jorge Semprun, Marguerite Duras, Loleh Bellon, Andrée Viollis (grande reporter anti fasciste), Dionys Mascolo (Ecrivain et éditeur) Claude Roy (poète, écrivain) , Henri Lefevre, les époux Dessanti, Edgard Morin, Jean Pierre Vernant (écrivain spécialiste mondialement reconnu de la Grèce antique), Clara Malraux (écrivain), Jean Baby (économiste).

Ces aveuglements devant la réalité du système stalinien ont contribué dès le milieu des années 50 à ce que progressivement nombre d'intellectuels se désengagent politiquement voire se tournent vers des objets scientifiques comme l'anthropologie ou l'Histoire ancienne les mettant à l'abri des controverses contemporaines. Si, comme nous le verrons lors de la prochaine conférence, la guerre d'Algérie puis les suites de Mai 68, suscitèrent de nouveaux engagements sans discernement, et l'on pense à l'approche a-critique du maoïsme ou du castrisme, ces derniers furent souvent éphémères et limitées et n'entamèrent pas la diffusion de ce que François Dosse appelle la philosophie du soupçon.

Il est ainsi significatif que dès juillet 1983, l'historien et romancier Max Gallo, alors porte-parole du gouvernement de Pierre Mauroy, en appelle aux intellectuels pour qu'ils soutiennent de manière plus affirmée la politique mitterrandienne. Mais en dépit des injonctions à sortir d'un silence assourdissant, les intellectuels depuis 40 ans semblent ne plus hésiter entre la posture du savant et celle du politique. Pour la majorité d'entre eux, ils limitent désormais leurs interventions publiques aux strictes limites des frontières de leur champ académique.

De nombreuses raisons conduisent à réduire la place et le rôle de l'intellectuel dans son tropisme dreyfusard.

Il est impossible dans le cadre de cette conférence de fournir des schèmes explicatifs exhaustifs à un mouvement aussi complexe que celui de la place des intellectuels dans la société post industrielle, nous allons donc nous limiter à quelques hypothèses que nous soumettons à la discussion qui, je l'espère, suivra mon propos.

1° Un trop plein d'intellectuels tue l'intellectuel. Le monde des intellectuels dreyfusards voire celui des intellectuels du comité Amsterdam Pleyel en 1934 voire du manifeste des 151 en 58 est celui dans lequel les travailleurs intellectuels sont peu nombreux et disposent, du fait de leur rareté, d'un prestige certain dans la société. L'instituteur, le médecin, à fortiori le normalien d'Ulm ou le polytechnicien, dans un pays où le certificat

d'étude est le diplôme le plus répandu, ont à l'échelle du village, de la ville et du pays pour les plus diplômés un magistère qui confère à leur parole un réel pouvoir d'attraction. La pétition de personnalités, le manifeste de savants ont d'emblée un retentissement que l'on ne retrouve plus dans une société où le nombre d'enseignants approche du million et où une majorité d'une classe d'âge accède à l'enseignement supérieur.

2° L'arme de l'intellectuel dreyfusard était la presse, le libelle, le livre dont la lecture impose une prise de distance et favorise la réflexion collective. On lit le journal au café, on converse et controve collectivement dans les clubs républicains, les sections et les cellules des partis ou des associations comme la Libre Pensée ou la LDH. Ainsi, pendant la guerre d'Espagne, même si les figures de Malraux ou de Mauriac, de Bernanos ou de Maurras restent éloignées du quotidien des français néanmoins leurs polémiques pénètrent les familles et les cercles de sociabilité.

Dès les années soixante, comme l'a très bien démontré un ancien intellectuel engagé, Régis Debray, dans un livre « le pouvoir intellectuel en France » paru en 1979, les processus de diffusion des idées et des débats se modifient. Debray souligne ainsi le rôle de la presse quotidienne comme le Monde ou hebdomadaire comme le Nouvel Observateur qui opèrent une première sélection sur les livres et idées des intellectuels renommés qui auront accès aux intellectuels dominés que sont les enseignants du primaire et du secondaire puis à la deuxième sélection à laquelle procède la télévision et une émission à succès comme Apostrophes de Bernard Pivot conduisant au grand public.

Mais, le pouvoir intellectuel, s'il existe encore, ne procède plus ainsi.

Les chaînes d'information continue, les réseaux sociaux fonctionnent selon les principes de la communication de masse offrant au fil des heures et des jours une succession de nouvelles, d'actualités qui hiérarchisent peu l'important de l'anecdotique, le fait divers du fait historique et traitent sur un pied d'égalité le commentateur dilettante et le chercheur ayant consacré des années d'étude au fait du jour. Dans cette bouillie informationnelle, la parole de l'intellectuel devint inaudible. Ainsi peut-on voir un Eric Zemmour et ses propos racistes passer pour un historien des idées ou le courtisan Alain Duhamel pour un éminent politiste. La mobilisation des intellectuels ne devient opératoire que dans quelques moments particuliers, liés en général à une remobilisation de la société, comme en décembre 1995 où la pétition, emmenée par P Bourdieu, des opposants au plan Juppé de réforme de la sécurité sociale s'opposait à celle des partisans de celui-ci conduite par les rédacteurs de la Revue Esprit.

3° Le déclin de la figure de l'intellectuel de gauche ne peut se détacher de ce qu'avec le sociologue C Laval et le philosophe P Dardot j'appellerai la « nouvelle raison du monde » à savoir la contre révolution néo-libérale. Cette « nouvelle raison du monde » a depuis le début des années quatre vingt déconstruit l'ensemble des paradigmes de la pensée de gauche assurant ainsi un substrat idéologique hégémonique au capitalisme financier et mondialisé. S'appuyant sur de redoutables relais d'opinion, et l'on pense aux grandes chaînes de télévision comme celle de Fox News dans les pays anglo-saxons, des TV Berlusconi en Italie ou du système Bouygues en France, la pensée néo-libérale a édifié un véritable sens commun faisant de l'Etat, de la sécurité sociale, de la protection des salariés la cause de la crise. Entraînant dans son sillage nombre d'intellectuels venus de la gauche, ces « nouveaux chiens de garde » dont parlait Serge Halimi, ce nouveau « sens commun » a laissé peu de place à l'expression d'une pensée critique du néo libéralisme. L'analyse des temps de passage dans les

médias des intellectuels « rescapés » de la pensée critique est à cet égard très éclairante.

4° L'offensive idéologique du néo libéralisme s'est accompagnée et a été favorisée par la tétanisation des intellectuels de gauche pour plusieurs raisons. Le repliement des intellectuels autour de la figure du savant et l'abandon de celle du politique. Le stalinisme que j'ai déjà évoqué, mais aussi ses succédanés maoïste ou castriste ont sans nul doute profondément échaudé nombre d'intellectuels de la tentation de l'engagement politique. La fin de « l'homme rouge » pour reprendre le titre du livre de Svetlana Alexievitch avec la chute de l'URSS en 1990 a consacré une triple crise qui pèse sur l'élaboration d'une pensée critique alternative à la doxa néo libérale dominante. Crise du sujet de la transformation sociale avec l'affaiblissement du monde ouvrier, crise du levier de la transformation sociale que fut tout au long du XXème siècle le parti révolutionnaire, crise du projet alternatif avec l'effondrement du socialisme réel. A ce recul de la grille descriptive, interprétative et performative que pouvait constituer le marxisme dans ses différences nuances s'est ajouté le déclin, sur un registre plus épistémologique, du structuralisme ou de la psychanalyse.

5° L'intellectuel est aussi saisi par le bouleversement de ce que le sociologue François Hartog qualifie de régime d'historicité. Là où pendant deux siècles le passé a éclairé le présent qui lui-même se projetait dans un futur idéalisé, du salut dans l'au-delà aux lendemains qui chantent, la période actuelle n'a plus d'horizon d'attente et se réfugie dans le présentisme, le culte de l'immédiateté, du moment. N'est-il ainsi pas plus facile d'envisager la fin du monde que celle du capitalisme comme l'écrit le philosophe Slavoj Zizek ?

6° La France a particulièrement été concernée par ce phénomène de basculement idéologique très rapide. Après avoir été pendant des décennies le pays phare de la pensée critique, elle est devenue la pointe avancée de la remise en cause de toute pensée contestant l'ordre économique et social dominant. C'est en France que de jeunes intellectuels, issus pour la plupart de l'extrême gauche maoïste, que l'on a vendu comme un produit de marketing sous le vocable de nouveaux philosophes, dont Bernard Henri Lévy et André Glucksmann furent les figures emblématiques, ont avancé, sans s'embarrasser d'une quelconque cohérence historique pour justifier cet implacable continuum, l'idée que le totalitarisme stalinien était déjà en genèse chez Lénine lui-même ne faisant qu'appliquer les idées d'un K Marx trouvant son inspiration dans le jacobinisme de Robespierre et ST Just. Rejoints en cela quelques années plus tard par l'école Historique de F Furet et de Stéphane Courtois, l'idée même de révolution devint suspecte et la figure du moujik russe, courbé sur sa terre, pétri de religiosité devint pour André Glucksmann la figure de la plus haute dignité humaine.

7° Dans une société où la rationalité et le culte de la mesure, de la quantification cherche à emplir tout l'espace public, la production intellectuelle se sectorise, se technicise et répugne à sortir du champ étroit du monde académique. On sait depuis les travaux de P Bourdieu sur l'Homo Academicus que l'universitaire n'est pas un pur esprit et que ses engagements sont également induits par son positionnement dans l'ordre du cursus honorum et il est patent que l'esprit de concurrence venu du monde de l'entreprise a, au fil des réformes de l'Université, gagné le monde universitaire amenant ses acteurs à privilégier le renforcement de leurs positions institutionnelles sur un engagement social ainsi que les dernières mobilisations estudiantines ont pu encore le révéler. Le culte de la technique, de la norme, la prépondérance de la rationalisation au sens que lui donnait Max Weber, confèrent d'ailleurs dans le monde des idées une place première aux énarques et autres diplômés d'HEC mettant en retrait avocat et normaliens.

8° Enfin, sans doute que la figure de l'intellectuel dreyfusard avait aussi partie liée avec l'influence intellectuelle de notre pays. Simone de Beauvoir et Sartres, Gilles Deleuze ou Jacques Lacan pour ne citer que les plus connus apparaissent comme les pointes avancées de la recherche en philosophie ou en sciences sociales. Or, depuis une vingtaine d'année la mondialisation a fait émerger de nouveaux territoires d'excellence en Chine, en Inde ou au Brésil, la puissance des universités américaines permet aux USA de littéralement aspirer les chercheurs du monde entier.

Quelles conséquences ces évolutions ont-elles eu sur les intellectuels français ?

Le sociologue Razmig Keucheyan dans son livre « Hémisphère gauche », dresse une cartographie des nouvelles pensées critiques » et analyse leurs réactions en dressant une typologie de ces derniers :

*« Les convertis sont ces penseurs qui, lors du retournement de conjoncture politique de la seconde moitié des années 70 ont cessé d'élaborer une pensée critique.*

*Les pessimistes... Contrairement aux convertis, le pessimisme ne les conduit pas à adjurer leurs convictions. Il coexiste avec elles. Les pessimistes persistent à élaborer des théories critiques tout en se montrant septiques sur la possibilité de renverser le capitalisme dans un avenir prévisible (P Bourdieu, Jean Baudrillard, l'école de Francfort).*

*Les résistants... il s'agit de penseurs qui, alors qu'ils se réclamaient à l'époque (années 70) d'une forme ou d'une autre de marxisme, d'anarchisme ou autre lui sont demeurés attachés. (Daniel Bensaid, Alain Badiou...).*

*Les novateurs... l'hybridation, le brassage de références hétérogènes est le trait commun à ceux que l'on appellera les novateurs (André Gorz...).*

*Les experts : La contre-expertise a d'abord ceci de spécifique qu'elle repose sur une critique interne du discours dominant, une critique qui se situe sur le même terrain que les analyses qu'elle conteste, et qui s'énonce au nom des mêmes valeurs ». (ATTAC, Fondation Copernic) L'intellectuel spécifique qui s'oppose à l'intellectuel universel.*

La figure d'un intellectuel reconnu comme l'historien Benjamin Stora est assez exemplaire de ces mutations.

Aujourd'hui consacré comme le meilleur spécialiste de la guerre d'Algérie, du colonialisme et plus récemment de l'immigration, il a été nommé **président du Conseil d'orientation de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée** qui réunit le Musée de l'histoire de l'immigration et l'Aquarium de la Porte Dorée. Il est très souvent sollicité par les politiques sur les questions mémorielles relatives à la colonisation. Il est donc à présent plus du côté du savant wébérien limitant sa parole publique au champ limité, bien qu'essentiel, de son savoir académique, que de l'intellectuel dreyfusard, plus un intellectuel spécifique qu'un intellectuel universel. Et pourtant Benjamin Stora a été dans sa jeunesse un intellectuel engagé voire un intellectuel organique. Membre de l'organisation trotskyste OCI il a partagé avec fougue les engagements et aveuglement de milliers de jeunes de ce qu'il a appelé la « dernière génération d'octobre » et mis ses écrits au service de la vision du monde portée par son organisation. L'on pourrait multiplier les exemples de ces intellectuels, hier militants et qui aujourd'hui, pour les raisons que nous avons précédemment évoqués s'autolimitent dans le couloir d'eau de leur savoir académique. Ses deux livres biographiques attestent d'ailleurs de ce rapport fait de détachement et de nostalgie qu'il entretient avec ces années de braise.

Nous devons conclure en posant la question. Devons nous être désespérés par ce crépuscule des intellectuels ?

Sans doute pas, comme tout phénomène social, la figure de l'intellectuel se modifie et se recompose sous la contrainte des phénomènes sociaux et politiques.

Désormais, l'intellectuel ne peut plus se vivre dans la toute puissance de sa pensée individuelle. La complexité du monde limite, en effet, les possibilités pour un individu de penser celui-ci dans sa globalité sous le prisme d'une grille d'interprétation unique. D'où l'hybridation dont nous parlions.

La multiplicité des identités et des facteurs de domination, l'intrication des crises économiques, sociales, environnementales, démographiques exigent, pour être interprétées ce qu'on appelle l'intersectionnalité des savoirs. Seul le croisement des approches académiques, donc la constitution d'intellectuels collectifs, peut permettre de saisir cette complexité. Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) est un bon exemple de mon point de vue de cette mise en commun des concepts et des expérimentations.

Mais comme le disait il y a plus de 100 ans le barbu rhénan Karl Marx, les philosophes n'ont fait que décrire le monde, il convient à présent de le transformer, l'identification des phénomènes systémiques ne suffit pas, ou plus car la montée des périls exige d'agir sur eux, sur leurs racines. Etre radical c'est en effet aller à la racine des choses.

Or, c'est assez réconfortant les choses bougent enfin.

Ainsi qu'on a pu le voir dans l'entre deux guerres mondiales, la montée des périls dans le monde contemporain convoque une nouvelle mobilisation d'hommes et de femmes travaillant dans les champs de la culture, de la science et des arts.

Il est significatif que le réchauffement climatique et la destruction de la bio diversité qui menacent à court terme la vie sur Terre puissent susciter un retour des appels et des tribunes comme on a pu le constater depuis quelques années. Des intellectuels en appelaient récemment à la mobilisation pour forcer les politiques à prendre des mesures permettant de stopper la course à l'abîme. De même, le manifeste lancé par des médias de gauche pour soutenir l'accueil des migrants atteste de ce réveil.

Mais cet investissement renouvelé prend de formes plus inédites. Les mouvements sociaux depuis une dizaine d'années ont fait germer de nouvelles pratiques qui modifient la place des intellectuels. On peut même y voir un sujet d'espoir car il peut augurer de la disparition de cette vieille césure, datant finalement du néolithique, entre le travail manuel et le travail intellectuel. L'accès aux sources de la connaissance que permet internet, l'élévation du niveau général de la qualification des nouvelles générations, l'aspiration à un mode d'organisation plus démocratique des prises de décision politique, permettent d'espérer que l'anticipation de Marx sur l'homme polytechnicien, travailleur tout à la fois intellectuel et manuel se concrétisera. Comme l'écrivait A Gramsci : « *Dans n'importe quel travail physique, même le plus mécanique et le plus dégradé, il existe un minimum d'activité intellectuelle [...]. C'est pourquoi, pourrait-on dire, tous les hommes sont des intellectuels, mais tous les hommes ne remplissent pas dans la société la fonction d'intellectuel. [...]. Il n'existe pas d'activité humaine dont on puisse exclure tout-à-fait l'intervention intellectuelle, il n'est pas possible de séparer l'homo faber de l'homo sapiens* » (Gramsci Cahiers de prison).

Les mobilisations des indignés en Espagne, d'Occupy Wallstreet, voire de la ZAD de NDDL attestent de la possibilité de l'émergence de la figure nouvelle d'une société intellectuelle. Mais ces expériences aussi intéressantes soient elles restent limitées dans l'espace et brèves dans le temps.

En l'absence, en effet, d'une remobilisation durable de la société devant la menace des grandes catastrophes qui la guette, la pensée critique restera éclatée entre de multiples et parfois microscopiques objets. Il lui manque une compréhension convergente des leçons du siècle passé et une vision commune même parcellaire d'un futur désirable, un imaginaire dissident de celui du néo-libéralisme et une symbolique propre.

## Les intellectuels au prisme de 6 évènements remarquables

Nous voudrions à présent illustrer comment ce rôle spécifique des intellectuels a pu se construire et trouver une place propre sur le champ politique et social en embrassant les multiples thèmes qui ont, à un moment ou un autre, agité la société française.

Nous avons fait le choix, forcément limitatif, de nous attarder sur 5 moments nous semblant particulièrement représentatifs de ces engagements d'intellectuels : L'affaire Dreyfus, la lutte contre la montée du fascisme dans les années 30, l'opposition à la politique des gouvernements français en Algérie entre 1954 et 1962, le renouveau du mouvement féministe dans les années soixante dix et enfin, dernier grand mouvement social que la France a connu, l'engagement des intellectuels en soutien ou en refus du plan Juppé de réforme de la sécurité sociale en 1995.

Ces 5 moments de la vie intellectuelle nous semble en quelque sort des idéaux-types du rôle tenu par les intellectuels au cours du dernier siècle.

Nous évoquerons tour à tour 6 épisodes marquants :

- L'affaire Dreyfus durant laquelle leur intervention ne procédant d'aucun commanditaire politique non seulement mobilise l'opinion publique mais, en créant une affaire dans l'affaire, l'affaire Zola dans l'affaire Dreyfus, élargit les termes du débat faisant passer celui-ci de la seule défense d'un innocent à la promotion d'une version laïque et tolérante de la République.
- L'antifascisme des intellectuels apparaît lui profondément marqué par l'adhésion de ces derniers à la gauche politique et syndicale dont il parachève, en lui conférant plus de légitimité, la mobilisation.
- L'opposition de nombre d'intellectuels à la guerre d'Algérie influe peu sur le cours même des évènements mais contribue à modifier les équilibres internes à la gauche politique et syndicale.
- Le mouvement féministe et la lutte pour le droit à l'avortement s'ils sont à contre courant de la politique gouvernementale du début des années soixante dix sont néanmoins l'expression d'une aspiration progressivement majoritaire dans l'opinion à une émancipation des femmes et permettent à celle-ci de se traduire par un nouveau cadre législatif.
- Les appels qui se confrontent en décembre 1995 s'ils se rattachent au puissant mouvement de grève contre le plan Juppé apparaissent comme une sorte de joute interne à un champ intellectuel scindé entre les repentis des grands engagements du XXème siècle et résistants à l'ère du temps.

- Le mouvement en cours des « gilets jaunes » dans lequel les intellectuels ne jouent pas un rôle d'animateur ou d'initiateurs mais avec plus d'humilité celui de lanceurs d'alerte et de décrypteurs.

Ces appels et ces proclamations n'ont bien sur de sens qu'au regard des mouvements sociaux et politiques qui agitent à ces moments la société mais par la puissance même de leur contenu, par la portée performative des mots et expressions utilisés, comme le « J'accuse » de la tribune de Zola parue dans le journal d'Aurore ou à la dimension volontairement dramatisée et personnalisée du manifeste des 343 intitulé « je me suis fait avorter », ils ont fait évènement dont il convient de mesurer la complexité.

Tout d'abord, ces appels, tribunes ou manifestes relèvent pourtant de deux logiques apparemment contradictoires. Une logique élitiste puisque les signataires se réfèrent de leur magister, leur renommé pour orienter le reste de la population, comme dans le cas de Zola, ou, protégés par leur notoriété d'artistes ou de vedettes, provoquer le gouvernement en revendiquant des actes interdits par la loi, la désertion militaire ou la pratique de l'avortement comme l'ont fait le manifeste des 121 ou des 343.

Mais une logique également profondément démocratique car les manifestes ont pour vocation de mobiliser le reste de la population en l'invitant à rejoindre les signataires dont la notoriété est utilisé avec pour objectif d'amorcer la pompe d'une mobilisation du plus grand nombre.

Ensuite, ces manifestes et tribunes d'intellectuels ne peuvent se disjoindre des évènements politiques et sociaux auxquels ils se réfèrent et correspondent même à un moment précis de ces situations.

Le moment où les esprits sont déjà suffisamment imprégnés des termes du débat pour porter une attention immédiate à ce que peuvent en dire des personnalités mais où les équilibres des forces des différents protagonistes de ce débat ne peut être modifié que par l'apport de celles et ceux dont la masse des citoyens attend la parole.

Enfin, ces manifestes et tribunes ont d'évidence pour première condition l'existence de libertés publiques (liberté d'expression, libertés de la presse et de réunion...) permettant que les risques pris par les signataires puissent rester limités, même si, comme pendant la guerre d'Algérie celles-ci sont réduites par l'œuvre de la censure de la presse et de la répression des manifestations On se rappellera les paroles de De Gaulle « on ne met pas Voltaire en prison » à qui son ministre de l'intérieur proposait après mai 68 d'arrêter J P Sartre.

Les manifestes et tribunes nécessitent des supports de diffusion que seule l'existence d'une presse indépendante et suffisamment diffusée peut permettre. Ils exigent donc que les rédacteurs de ces tribunes et manifestes puissent avoir un accès à ces journaux quotidiens ou hebdomadaires et donc que se nouent au préalable des liens entre le monde universitaire, artistique et celui du journalisme politique. Les liens entre Zola et l'Aurore lors de la publication de J'accuse de même que ceux entre les responsables du Nouvel Observateur et la rédactrice du manifeste pour la levée de l'interdiction de l'avortement Simone de Beauvoir. Le succès d'une pétition ou d'un appel réside donc dans la manière dont s'opère le lien entre les hauts lieux de l'Enseignement supérieur, au début du XXème siècle la Sorbonne et

Normale sup, en fin de ce siècle l'EHESS, la presse quotidienne de référence et les revues d'influence.

Même si les intellectuels s'appuient sur leur notoriété pour intervenir dans la cité, leurs prises de position se font rarement à partir de l'expertise obtenue dans leur domaine académique. Le public dont l'opinion va être influencée par ce type d'appel est d'ailleurs souvent dans l'ignorance de la production littéraire, scientifique ou artistique des signataires et des débats qui peuvent celle-ci. Néanmoins, l'analyse de ces appels, de leurs signataires, de la manière dont ceux-ci ont été organisés permet d'appréhender les évolutions du champ et le rôle éminent tenu successivement par les écrivains, les philosophes, les scientifiques puis les spécialistes en sciences sociales.

Nous nous interrogeons à la fin de la première conférence, sur la moindre place occupée par les intellectuels dans la vie de la cité.

On peut donc se poser la question : Les manifestes, pétitions, tribunes et appels participent-ils irrémédiablement d'une pratique sociale datée, vieillie au même titre que les banquets républicains ou les discours électoraux sous les préaux des écoles publiques ?

Le succès, grâce à la diffusion par les réseaux sociaux, des pétitions lancées par des individus ne bénéficiant au départ d'aucune reconnaissance publique permet de le penser. Le recours à des personnalités n'apparaît plus comme un passage obligé pour attirer l'attention de la masse des anonymes et la logique des likes l'emporter sur celle de la renommée.

## **L'affaire Dreyfus**

Dans un célèbre dessin présentant sur une première vignette une famille réunie autour de la table dominicale puis dans une deuxième vignette les affres d'un combat sanglant entre les membres de cette famille, avec pour seule légende « Ils en ont parlé » le célèbre caricaturiste Caran d'Ache résumait avec humour la fracture que l'affaire Dreyfus opéra au cœur même de la société française.

Rappelons l'origine et le développement de cette affaire.

Le 13 octobre 1894, le capitaine Dreyfus, jeune et brillant polytechnicien, officier d'artillerie attaché au ministère de la guerre, est arrêté et emprisonné sous l'inculpation d'intelligence avec l'ennemi. Pour seule preuve un bordereau récupéré par une femme de ménage, par ailleurs agent des services de renseignements français, dans la poubelle du bureau de l'attaché militaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris. Document dont l'écriture ressemblait à celle du capitaine Dreyfus ainsi que l'attestèrent plusieurs graphologues consultés par la hiérarchie militaire. Dès le 29 octobre, le journal de Drumont, polémiste antisémite virulent publie un entrefilet « Est-il vrai que récemment une arrestation fort importante ait été opérée par ordre de l'autorité militaire ? L'individu arrêté serait accusé d'espionnage. Si la nouvelle est vraie, pourquoi l'autorité militaire garde-t-elle un secret absolu ? ».



Reprise par d'autres titres, la nouvelle se focalise autour de deux thèmes essentiels qui sont révélateurs du substrat idéologique de ce qui n'est pas encore « l'Affaire » :

Celui de la trahison au profit de l'ennemi prussien honni et celui de la religion juive dont le capitaine serait un croyant.

Dès lors la presse de droite et catholique se déchaîne contre le capitaine. Pour la Croix « *la juiverie...a tout pourri...elle constitue un chancre affreux... les juifs sont des vampires. Qu'il s'agisse de voler, de corrompre ou de trahir notre pays le juif toujours mène la charge* ». L'antisémitisme est à la fin du XIXème siècle toujours virulent dans la société française même si la reconnaissance de l'égalité des droits des israélites a été reconnue durant la période révolutionnaire. Il est largement partagé au sein de la droite catholique pour laquelle les juifs sont les descendants du peuple déiste, celui qui a tué le christ mais également sont ceux qui, par leur réussite dans cette première mondialisation financière, symbolisent un affairisme apatride honnie par une droite nostalgique de la société d'ancien régime. La gauche n'échappe pas toujours à cette détestation du capitalisme et de la finance juive, à ce que le dirigeant socialiste allemand Auguste Bebel appelait le « socialisme des imbéciles ».

La défense de l'honneur de l'Armée est avec l'antisémitisme le comburant de toute l'affaire. En 1894, la France est à moins de 25 ans de la défaite de Sedan de 1870 et de la perte de l'Alsace et de la Lorraine. Républicains qui n'ont pris réellement l'ascendant sur les monarchistes qu'en 1878 avec la démission du Président de la République Mac Mahon communient avec la droite monarchiste encore très puissante dans le culte de la revanche sur l'Allemagne. L'armée, instrument de la reconquête, est l'objet d'un culte véritable que son rôle dans les conquêtes coloniales ou la répression des émeutes ouvrières n'ont pas entaché dans de larges parties de la société française.

Juif et traître traître parce que juif, le capitaine Dreyfus est jugé par un conseil de guerre rapidement réuni le 19 décembre 1894. Peu importe que le dossier d'accusation soit vide, à l'exception du bordereau et de la ressemblance des écritures, le ministère de la guerre va fournir lors de la délibération des juges militaires, et donc hors la présence de l'avocat d'Alfred Dreyfus, un dossier secret dont le contenu doit apporter la preuve de la forfaiture de l'officier. Sur la base de ces nouvelles pièces, dont la suite de l'affaire révélera qu'elles sont des faux grossiers confectionnés par un officier des services de renseignements, le capitaine Henry, le capitaine Dreyfus est reconnu coupable de trahison et condamné à la dégradation et à la déportation perpétuelle en Guyane.

Si la presse de droite applaudit à cette condamnation regrettant seulement qu'elle ne soit pas à la peine capitale, la gauche radicale et socialiste n'est pas en reste dans ses imprécations. Georges Clémenceau, qui deviendra pourtant l'un des défenseurs les plus acharnés de l'innocence de Dreyfus, écrit le 25 décembre évoquant ce dernier « *Il n'a donc pas de parent, pas de femme, pas d'enfant, pas d'amour de quelques chose, pas de lien d'humanité, ou d'animalité même, rien qu'une âme immonde, un cœur abject* ». Jean Jaurès lui-même, encore convaincu de la culpabilité du capitaine, déclare à la Chambre des députés « *Le capitaine Dreyfus, convaincu de trahison n'a pas été condamné à mort. Et en face de ses jugements le pays voit que l'on fusille sans grâce et sans pitié de simples soldats coupables d'une minute d'égarement ou de violence... Nous avons le devoir de nous demander s'il*

*est vrai que si des actes abominables analogues à celui du capitaine Dreyfus se renouvelaient, la justice du pays serait désarmée ».*

Confrontée à un tel unanimité, la famille d'Alfred Dreyfus, son épouse Lucie et son frère Mathieu se trouvent isolés et semblent impuissants à faire éclater la vérité sur ce qu'ils pensent être l'innocence du capitaine. Vers qui se tourner ? A qui confier le soin de mobiliser l'opinion ? Mathieu Dreyfus s'orienta vers un jeune journaliste et critique littéraire, Bernard Lazare, Bernard Lazare avait publié dans le journal la Justice le 17 novembre 1894 un article intitulé le nouveau ghetto dénonçant le climat d'antisémitisme accompagnant la condamnation du capitaine : *« On ne cloître plus les Israélites, on ne tend plus des chaînes aux extrémités des rues qu'ils habitent, mais on crée autour d'eux une atmosphère hostile, atmosphère de défiance, de haine latente, de préjugés inavoués et d'autant plus puissants, un ghetto autrement terrible que celui auquel on pouvait échapper par la révolte ou l'exil ».* Ayant cru durant sa jeunesse, comme l'écrit Jean Denis Bredin dans sa biographie de Bernard Lazare que les juifs *« n'avaient d'autre avenir que leur parfaite assimilation dans la Nation à laquelle ils appartiennent »* Bernard Lazare découvre peu à peu que le milieu littéraire dans lequel ses qualités d'essayiste et de critique sont reconnues n'échappe pas à un antisémitisme, sans doute moins grossier que celui de la rue, mais tout autant prégnant. Son dégoût pour l'antisémitisme comme ses convictions libertaires peu enclines à supporter les oukazes de l'armée, la « grande muette », vont alimenter durant toutes les années que dura l'affaire une énergie qu'aucun moment de découragement ne viendra entamer.

Bernard Lazare, financé dans ses recherches par Mathieu Dreyfus riche homme d'affaire, s'attache à déconstruire la machination et à réunir les preuves de l'innocence du capitaine Dreyfus. Il publia ainsi en octobre 1896, à Bruxelles afin d'éviter une éventuelle censure, la première brochure contestant la culpabilité du capitaine. La réaction de la presse de droite ne se fait pas attendre et Millevoeye, avocat de profession puis journaliste, dans le journal La Patrie dénonce *« les efforts imbéciles du syndicat de la trahison »* et avertit *« le sans patrie Lazare de la fureur des masses françaises qui ne toléreront pas les écrivains au service de la trahison ».* Bernard Lazare démarche également certains écrivains comme Octave Mirbeau. Rencontre essentielle en novembre 1896 il rend visite à Emile Zola. L'écrivain, déjà rendu célèbre après le succès public de la saga des Rougon- Macquart, traduit en 20 langues, sembla dans un premier ne pas s'intéresser à l'affaire puis peu à peu convaincu de l'innocence du capitaine fit publier dans le Figaro une série d'articles dénonçant la machination de la hiérarchie militaire. L'engagement de Zola dont l'influence intellectuelle est très forte entraîne celui de l'écrivain Anatole France, de Lucien Levy Bruhl, sociologue compagnon de Durkheim, du bibliothécaire de l'ENS Lucien Herr, socialiste, qui convaincra à son tour le jeune Léon Blum et Jean Jaurès. Ainsi de proche en proche, par réseaux d'affinité et de sociabilité différents, se forme un regroupement de ceux que Maurice Barrès, écrivain nationaliste à l'immense célébrité, désignera sous le nom d'intellectuels.

Dans le même temps, et sans que Bernard Lazare n'en sache rien, le chef du service de renseignement français, le lieutenant colonel Picquart va découvrir que le véritable auteur du bordereau attribué à Dreyfus est en fait un autre officier le commandant Esterhazy. Je vous épargne les nombreux rebondissements de l'affaire digne d'un roman policier mais devant l'inéluctable mise en évidence de la machination montée contre Dreyfus, le ministère de la guerre décide de traduire

Esterhazy en conseil de guerre afin de le disculper. Comme il était prévisible, Esterhazy est acquitté par le conseil de guerre.

Emile Zola fait alors paraître le 13 janvier 1898 dans l'Aurore dont le rédacteur en chef est Georges Clémenceau un article retentissant mettant en cause, sous le titre « J'accuse, lettre au président de la République », un article mettant en cause la responsabilité des plus hautes autorités de l'armée. S'adressant à chaque protagoniste de la condamnation de Dreyfus et de son maintien en détention en démontant avec une grande connaissance du dossier la participation spécifique de chacun à cette forfaiture, Zola sait qu'il commet l'irréparable et que sa dénonciation ne peut que provoquer sa mise en accusation pour diffamation et atteinte à l'honneur de l'armée. Mais Emile Zola ne se limite pas à ce qui peut sembler ressortir du journalisme d'investigation, il convoque en exorde de son texte les grands idéaux de vérité et de justice donnant ainsi à ce « j'accuse » une portée universelle en l'inscrivant pour l'éternité comme l'un de symboles du combat pour la dignité humaine au même titre que le I have a dream de M Luther king.

*Il écrit ainsi « Quant aux gens que j'accuse, je ne les connais pas, je ne les ai jamais vu, je n'ai contre eux ni rancune ni haine. Ils ne sont pour moi que des entités, des esprits de malveillance sociale. Et l'acte que j'accomplis ici n'est qu'un moyen révolutionnaire pour hâter l'explosion de la vérité et de la justice. Je n'ai qu'une passion, celle de la lumière, au nom de l'Humanité qui a tant souffert et qui a le droit au bonheur. Ma protestation enflammée n'est que le cri de mon âme. Qu'on ose donc me traduire en Cour d'Assises et que l'enquête ait lieu en plein jour ! J'attends. »*

Le 15 janvier 1898, Le Temps publie une pétition réclamant la révision du procès. Y figurent les noms d'Émile Zola, Anatole France, le directeur de l'Institut Pasteur Émile Duclaux, Georges Sorel, puis le peintre Claude Monet, l'écrivain Jules Renard, le sociologue Émile Durkheim, l'historien Gabriel Monod, etc.

Comme le prévoyait Emile Zola, le procès qu'il avait sciemment recherché, est engagé par le ministre de la guerre Emile Billot et se déroule devant les Assises de la Seine, compétente en matière de diffamation contre l'État, du 7 au 23 février 1898. Durant le procès, le ministère public veille à ce que la question de la condamnation de Dreyfus ne soit pas évoquée et au terme de celui-ci Emile Zola est condamné à la peine principale 1 an de prison et 3000 francs d'amende.

Jules Renard, l'auteur de Poil de Carottes écrit dans son journal : « À partir de ce soir, je tiens à la République, qui m'inspire un respect, une tendresse que je ne me connaissais pas. Je déclare que le mot Justice est le plus beau de la langue des hommes, et qu'il faut pleurer si les hommes ne le comprennent plus ».

Zola s'enfuit en Angleterre pour échapper à la prison et des émeutes antisémites éclatent dans plusieurs villes de France et surtout d'Algérie causant de très nombreux blessés et un mort à Alger.

Mais l'affaire bascule, le 7 juillet 1898, lorsque le ministre de la guerre Cavaignac interpellé à la chambre sur l'affaire reconnaît implicitement que la culpabilité de Dreyfus a été obtenue par des documents secrets n'ayant pas été portés à la connaissance de la défense.

Le frère du capitaine dépose donc une demande de révision du procès ayant condamné ce dernier. Le 3 juin 1899, la Cour de Cassation saisie par le ministre de la justice casse le premier jugement de 1894 et renvoie l'affaire devant un nouveau conseil de guerre, tenu à Rennes dans un climat de tension et de violence contre les avocats et les soutiens de Dreyfus.

Le conseil de guerre condamne, avec circonstances atténuantes, à nouveau Dreyfus, non plus à perpétuité mais à 10 ans de réclusion. Décision absurde prise à une voix de majorité.

Epuisé par ses années de réclusion, Alfred Dreyfus consent à ce qu'une demande de grâce soit sollicitée. Le décret est signé le 19 septembre et Dreyfus est libéré le 21 septembre 1899.

Le 17 novembre 1899, le président du conseil Waldeck-Rousseau dépose une loi d'amnistie couvrant « *tous les faits criminels ou délictueux connexes à l'Affaire Dreyfus ou ayant été compris dans une poursuite relative à l'un de ces faits* ».

Les dreyfusards s'insurgent, ils ne peuvent accepter que les véritables coupables soient absous de leurs crimes d'État, alors même que Zola et Picquart doivent toujours passer en jugement. Malgré d'immenses protestations, la loi est adoptée. Il n'existe alors plus aucun recours possible pour obtenir que l'innocence de Dreyfus soit reconnue ; Dreyfus est libre mais toujours coupable. Il faut désormais trouver un fait nouveau pouvant entraîner la révision du procès.

Les élections de 1902 ayant permis la victoire des gauches, Jean Jaurès, réélu, relance l'Affaire le 7 avril 1903 alors que la France la pensait enterrée à jamais. Dans un discours au parlement, Jaurès évoque la longue liste des faux qui parsèment le dossier Dreyfus et fait la démonstration de la forfaiture du conseil de guerre et de l'État major.

Devant ces faits nouveaux, le général André, nouveau ministre de la Guerre, mène une enquête à l'instigation du président du conseil d'Émile Combes, assisté de magistrats.

Le 9 mars 1905, le procureur général Baudouin rend un rapport de 800 pages dans lequel il réclame la cassation sans renvoi et fustige l'armée.

Le 12 juillet 1906, la Cour de cassation, toutes chambres réunies, annule sans renvoi le jugement rendu à Rennes en 1899 et prononce « l'arrêt de réhabilitation du capitaine Dreyfus » Dreyfus est réintégré partiellement dans l'armée et décèdera dans l'anonymat en 1935.

Le feu de l'affaire Dreyfus couve néanmoins sous la cendre durant toute la première partie du XXème siècle.

Ainsi, le 04 juin 1908, lors de l'entrée des cendres de Zola, décédé en 1902, au Panthéon, un journaliste nationaliste tire sur Alfred Dreyfus assistant à la cérémonie et le blesse. L'État français de Vichy durant l'occupation s'inspira très largement des thèses des antidreyfusards, antisémitisme forcené, épuration des prétendus ennemis intérieurs de la société française. À la Libération, Charles Maurras, le théoricien nationaliste, condamné le 25 janvier 1945 pour collaboration avec l'occupant nazi, s'écriera d'ailleurs à l'annonce du jugement : « C'est la revanche de Dreyfus ! ».

Que retenir de cette affaire qui tint la France en halène pendant 12 ans, de ce que l'historien Michel Winock appelle le mythe fondateur de la III<sup>ème</sup> République, la référence clé de l'idéologie républicaine ?

Sur le champ intellectuel les conséquences sont majeures

La conscience dreyfusarde, révisionniste (en faveur de la révision du procès condamnant le capitaine Dreyfus) fut longue à sortir de sa marginalité initiale et sans aucun doute les intellectuels, comme Bernard Lazare puis Emile Zola, jouèrent un rôle essentiel pour mobiliser une opinion au départ peu encline à s'intéresser à l'affaire. Les universitaires furent un puissant relais « *Dans l'ensemble* » écrit Léon Blum dans ses souvenirs sur l'affaire, *l'Université prise à tous ses degrés, fut la première catégorie sociale ou professionnelle sur laquelle le dreyfusisme put prendre appui* ». Par une sorte d'effet de halo, les professions intellectuelles moins prestigieuses qu'étaient les enseignants du primaire ou des lycées s'engagèrent également dans la défense de Dreyfus et d'une refondation d'une République ébranlée depuis les affaires de Panama par les manœuvres politiciennes et la corruption. La création de la Ligue des droits de l'Homme le 4 juin 1898 atteste de cet engagement. Adoptant un programme de réforme dont certaines ne verront le jour qu'en 1905 avec la séparation de l'Eglise et de l'Etat ou à la Libération avec le statut des fonctionnaires, la LDH comptera en 1933 200 000 inscrits.

Les intellectuels et personnalités républicaines, radicales et socialistes ne furent pas seules à s'engager publiquement dans cette affaire. L'anti dreyfusisme, dans son noyau dur, fut porté par les écrivains et publicistes nationalistes et souvent antisémites comme Drumont, Journaliste, écrivain, en 1886, il publie *La France juive*, qui est un succès éditorial avec 62 000 exemplaires vendus dès la première année et atteint vite la 150<sup>e</sup> édition. Déroulède, écrivain nationaliste qui tenta même un coup d'état en 1899, mais aussi Maurice Barrès auteur en particulier du roman « les déracinés » « le livre qui eut le plus de succès dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle » et dont la popularité était alors immense. Cet anti dreyfusisme contribua à structurer un nouveau courant politique le nationalisme tout d'abord autour de la Ligue des patriotes qui connut un succès aussi immédiat qu'éphémère puis avec l'Action Française qui fut jusqu'en 1945 le creuset principal de la pensée réactionnaire. La primauté de la nation et par conséquent le respect absolu pour l'armée, son Etat Major et sa justice. La raison d'Etat est revendiquée et les anti dreyfusards comme Charles Maurras en viendront même à défendre, confrontés à la découverte du faux attribué à Henry, la théorie du « faux patriotique ».

Ainsi que l'a clairement démontré René Rémond dans son ouvrage fameux « les droites en France » « L'Action Française est née de l'affaire Dreyfus. Elle en procède chronologiquement aussi bien qu'intellectuellement ... Contemporaine de l'affaire, l'Action Française est bien la fille du nationalisme antirévisionniste, elle en hérite l'inspiration... Au nationalisme les fondateurs de l'AF veulent lui insuffler la pensée qui lui fait si manifestement défaut. » Comme le titre le premier numéro de la revue d'AF « réaction d'abord

Sur le plan politique et institutionnel les conséquences de l'affaire ne sont pas moindres

En juin 1899, Waldeck Rousseau que l'on peut qualifier de républicain modérés, ministre de Gambetta puis de Jules Ferry dans les années 1880, est appelé par le président Émile Loubet à former un gouvernement alors que l'Affaire Dreyfus bat encore son plein pour former un gouvernement dit de Défense républicaine, incluant notamment le général de Galliffet d'un côté, et de l'autre le socialiste Millerand.

Waldeck-Rousseau va épurer l'administration et l'armée, en remplaçant les juges, les préfets les chefs militaires en soumettant l'avancement des militaires à l'avis du ministre, L'ex-ministre de la Guerre qui avait persécuté le colonel Picquart, ou le général de Pellieux, mis en retraite forcée<sup>5</sup>.

Il décide enfin la révision du procès.

En 1901 la création du parti radical socialiste sanctionne le regroupement des républicains les plus hostiles au nationalisme. Ce parti sera le plus influent de toute la IIIème république.

Il ne fait pas doute également que la loi de 1901 sur la liberté d'association, et l'on a vu le rôle des associations pendant l'affaire, puis la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat sont des effets différés de l'affaire Dreyfus et de la défaite des nationalistes.

Le mouvement socialiste fut également percuté par l'Affaire Dreyfus. Si on a rappelé les hésitations initiales de Jean Jaurès sur la non culpabilité du capitaine, l'origine de celles-ci et plus encore celles de son concurrent Jules Guesde résident moins dans des considérations d'ordre juridique que dans un réflexe idéologique. Pour la plupart des socialistes et anarchistes l'affaire Dreyfus est un combat qui se mène au sein du camp bourgeois et auquel les prolétaires n'ont aucun intérêt à prendre part.

Comme le rappelle Georges Lefranc dans sa classique histoire du mouvement socialiste sous la 3<sup>ème</sup> république le groupe socialiste à la chambre n'emboîta pas le pas à Zola et après la parution du « J'accuse » adopta un manifeste qui disait *« Prolétaires, ne vous enrôlez dans aucun des clans de cette guerre civile bourgeoise. Ne vous livrez pas à des possédants, rivaux d'un jour, commensaux du même privilège, convives échauffés et gloutons qui se prennent de querelles dans un banquet et qui demain se réconcilieront contre vous si vous forcez la porte de la salle. Guerre au capital juif ou chrétien, guerre au cléricalisme, guerre à l'oligarchie militaire »*. Tous les dirigeants socialistes signèrent le manifeste.

Ce n'est que progressivement que de jeunes socialistes comme Léon Blum et Lucien Herr arrivent à convaincre les autres dirigeants socialistes, divisés en 5 partis différents, que l'indépendance de la justice, le respect des règles de droit constituent un patrimoine issu de la révolution française que les prolétaires doivent intégrer au programme de la République sociale.

Certains socialistes poussèrent cette analyse jusqu'à intégrer les rangs mêmes de la République bourgeoise ainsi que l'atteste l'entrée du socialiste Millerand sous le gouvernement du bloc des gauches, auquel participait pourtant le général Galliffet

massacreur de la Commune de Paris, Comme l'écrit Michel Winnock « la Révolution n'était plus à faire mais à achever ».

Mais tous les intellectuels et politiques de gauche n'adhèrent pas à cette vision du lien entre République et Socialisme. Bernard Lazare lui-même, le premier des Dreyfusards puis Péguy dénoncèrent le recours à la grâce présidentielle du capitaine puis à la loi d'amnistie comme une manœuvre politicienne visant à briser la mobilisation révisionniste et se désolidarisèrent d'un mouvement socialiste en voie d'intégration au ministérialisme et à la politique bourgeoise.

Cette césure entre les intellectuels qui s'engagent dans les arcanes de la politique dite politicienne et ceux qui refusent, pour des raisons idéologiques ou morales d'y succomber réapparaîtra à de multiples reprises du refus de l'Union Sacrée en 1914 à celui de la guerre d'Algérie.

### **L'appel Amsterdam Pleyel et l'antifascisme des intellectuels.**

Si la prise du pouvoir par Mussolini et la création de ligues d'extrême droite en 1924 après la victoire du Cartel des Gauches avaient favorisé dans les années 20 ce que l'historien Gilles Vérignon appelle un premier antifascisme, il fallut attendre l'arrivée au pouvoir du parti nazi en janvier 1933 pour que se multiplient à gauche des appels à la vigilance contre la « peste brune ».

Dans une série d'articles parus durant l'été 1933 dans le quotidien socialiste le Populaire, le jeune Daniel Guérin, qui deviendra après la guerre l'un des théoriciens du communisme libertaire, raconte ses pérégrinations au travers l'Allemagne en voie de nazification. L'émeute du 6 février 1934 organisée par les ligues d'extrême droite contre un gouvernement accusé par elles de protéger les affairistes liés à Stavisky va susciter une première forme de réaction populaire, lors des journées des 9 et 12 février, permettant de surmonter l'opposition virulente existant depuis le milieu des années 20 entre socialistes et communistes. Opposition qui, en Allemagne, avait favorisé l'incapacité des forces de gauche à barrer la route du pouvoir au parti nazi.

Prenant tardivement conscience du danger mortel que constituait la nomination d'Adolphe Hitler comme chancelier d'Allemagne, les dirigeants russes et ceux de l'IC passèrent en quelques mois d'une orientation faisant de la social-démocratie et des républiques bourgeoises les principaux obstacles à la révolution prolétarienne à une ligne au plan international d'alliance avec les démocraties occidentales, au premier rang desquelles la France, et dans chaque pays de défense d'une ligne d'unité d'action avec les socialistes et les radicaux.

Le PCF passa donc, sur les instructions de l'IC, de la dénonciation des sociaux traitres voire des sociaux fascistes à une proposition de pacte d'action avec les socialistes qui fut adopté le 27 juillet 1937.

Quel rôle jouèrent alors les intellectuels dans cette démarche antifasciste commune ?

Outre les photos des grandes figures de l'intelligentsia, artistes, écrivains et savants portés par les manifestants durant « l'embellie » du Front Populaire et les interventions du groupe Octobre de Jacques Prévert dans les usines occupées de juin 36, les intellectuels paraissent être durant la période 1933-1936 en première

ligne de la mobilisation antifasciste et figurent en nombre dans les différents appels et manifestes qui ponctuent ces années de « front populaire ».

On ne peut néanmoins que s'interroger sur les ressorts de ces engagements.

D'une part, contrairement à ce qui s'était déroulé lors de l'affaire Dreyfus, les intellectuels ne jouent pas un rôle déclencheur dans la mobilisation anti fasciste. Ils ne font qu'accompagner un mouvement principalement propulsé par les partis de gauche et syndicats ouvriers dont l'unité nouvelle favorise la mobilisation antifasciste. Les intellectuels des années 30 qui initient les appels sont en règle générale des membres ou des compagnons de route des formations de gauche comme Henri Barbusse pour le PCF ou le philosophe Alain pour les radicaux. Ainsi que le dénoncera Julien Benda dans son célèbre ouvrage la trahison des clercs : « *notre siècle aura été proprement le siècle de l'organisation intellectuelle des haines politiques. Ce sera un de ses grands titres dans l'histoire morale de l'humanité. Ces systèmes, depuis qu'il en existe, consistent pour chaque passion, à instituer qu'elle est l'agent du bien dans le monde, que son ennemie est le génie du mal* »

D'autre part, sans en contester la vigueur et l'honnêteté, la recherche historique a mis en évidence que derrière la mobilisation des intellectuels se trouvaient quelques techniciens de l'agitation propagande dont le rôle éclaire d'une autre lumière cette page prestigieuse de l'histoire de la gauche.

Dès 1932, les dirigeants soviétiques cherchèrent, en URSS tout d'abord, puis dans les autres pays où agissaient les sections de l'IC, à fédérer les intellectuels dans la lutte pour la défense de l'URSS, contre le bellicisme des puissances impérialistes et pour la révolution mondiale. Pour les dirigeants soviétiques, la crise de 1929 semblait générer une situation favorable au rapprochement des intellectuels avec le communisme. Ainsi le 27 et le 29 août 1932 se tint à Amsterdam un congrès mondial contre la guerre sur les bases d'un appel lancé en mai par des compagnons de route du PCF, les écrivains Henri Barbusse et Romain Rolland et soutenu par des personnalités pacifistes comme A Einstein.

Cet appel se transforma l'année suivante en un congrès européen contre le fascisme qui se tint à Paris en juin 1933 salle Pleyel. Outre les compagnons de route anciens du PCF, cet appel permit au Komintern d'enranger des prises de choix ainsi l'écrivain très célèbre à l'époque, André Gide et une figure montante de l'intelligentsia André Malraux président les meetings et se rendent même en Allemagne en 1933 pour demander la libération des dirigeants communistes Dimitrov et E Thaelman emprisonnés par les nazis.

Ainsi que l'écrivent Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, « se profile derrière le mouvement Amsterdam-Pleyel, la forte personnalité d'organisateur du Komintern agissant dans une relative pénombre, en particulier Willi Muzenberg » Muzenberg était l'ancien responsable du très important et multiforme appareil de propagande du KPD (parti communiste d'Allemagne) (2 quotidiens, des magazines pour toutes les catégories de la population, une production cinématographique) réfugié à Paris après l'arrivée au pouvoir des Nazis ». L'ancien communiste Arthur Koestler, qui connaîtra son heure de gloire en 1945 avec la publication de son livre Zéro et l'infini écrira « *Münzenberg organisait des comités, des congrès et des mouvements internationaux comme un prestidigitateur sort des lapins de son chapeau : Comité*



*pour l'Aide aux Victimes du Fascisme, Comité de Vigilance, Congrès de la Jeunesse, que sais-je encore ? Chacune de ces organisations s'abritait derrière un paravent de personnalités hautement respectables, depuis des duchesses anglaises jusqu'à des éditorialistes américains et des savants français, qui n'avaient jamais entendu prononcer le nom de Münzenberg et croyaient que le Komintern était une invention de Goebbels. ».*

W Munzenberg, sans aucun doute le créateur de la communication politique moderne craignant d'être victime des grandes purges stalinienne de la fin de 36, 37, refusa de retourner à Moscou et fut sans doute assassiné par les agents du NKVD soviétique en mai 1940.

D'autres initiatives furent moins soumises à cette instrumentalisation. En particulier le Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes créé par un jeune auditeur à la Cour des Comptes, François Walter et des militants du SNI dirigé alors par André Delmas. Le manifeste qui lance le comité en mars 1934 est patronné par 3 intellectuels de renom

- L'ethnologue Paul Rivet, socialiste ;
- Le philosophe écrivain Alain, radical ;
- Le physicien Paul Langevin, proche du communisme.

Même si ces initiateurs n'échappent pas à l'influence des partis, le pluralisme y prévaut.

On trouve parmi ses membres nombre d'intellectuels de diverses obédiences de la gauche syndicale et politique. André Breton ou Roger Hagnauer proches des trotskystes, Paul Nizan ou Andre Wurmser communistes, les socialistes Colette Audry et André Philippe et des personnalités sans parti comme Jules Isaac.

Le comité mena une action de sensibilisation aux dangers du fascisme en publiant de nombreuses brochures ou en organisant avec ses 200 comités locaux des réunions publiques à Paris et en province.

Il est à noter d'ailleurs que cette période de mobilisation anti fasciste suscita peu d'analyse approfondie du phénomène fasciste et nazi Les argumentaires se limitaient le plus souvent à une dénonciation morale de la répression fasciste contre les démocrates ou présentait le fascisme seulement comme le « bras armé » de la bourgeoisie. Les seuls ouvrages notables de cette période sont les livres de Daniel Guérin « *La Peste brune* et *Fascisme et grand capital* » parus en 1936. Daniel Guérin y analysait l'origine du fascisme, de ses troupes et la mystique qui les animait ; sa tactique offensive face à celle, trop légaliste, du mouvement ouvrier ; le rôle des plébéiens qui le rejoignaient ; son action anti-ouvrière et sa politique économique (une économie de guerre en temps de paix).

Le comité de vigilance se déchira dès 1935 entre ceux qui, comme les communistes qui ne seront jamais majoritaires en son sein, estimait devoir soutenir la politique de réarmement de la France dans la perspective d'une guerre jugée inéluctable avec l'Allemagne et les pacifistes refusant comme Alain par principe tout conflit armé et ceux comme C Audry, Hélène Modiano, membres de la gauche révolutionnaire de la SFIO s'opposant à toute union nationale.

La fin du front populaire, l'approche de la guerre, les accords de Munich et le pacte germano soviétique en septembre 1939 allaient bien entendu briser cette belle concorde entre les intellectuels de gauche et dessiner de nouvelles lignes de fractures entre eux.

## Les intellectuels et la guerre d'Algérie

L'après guerre a été marquée dans le champ intellectuel par les violents controverses opposant les universitaires, journalistes et écrivains membres ou proches du parti communiste auréolé de son rôle dans la Résistance et de celui de l'Armée Rouge dans la défaite de l'Allemagne Nazi et ceux, minoritaires, issus du Trotskysme comme David Rousset, Claude Lefort ou Maurice Nadeau d' anciens communistes comme Arthur Kessler ou résistants comme René Char. Les affaires Lyssenko, Kravtchenko, le procès Rajk sont autant de moments clefs de ces affrontements de la guerre froide.

Même si l'intervention soviétique en Hongrie en 1956 rebattit les cartes avec le départ du PCF de nombreux intellectuels comme Marguerite Duras ou les époux Dessanti, ce furent surtout les évènements algériens qui dessinèrent de nouvelles frontières dans le champ intellectuel.

Lorsque survint la Toussaint rouge en novembre 1954, les partisans d'une indépendance de l'Algérie était en métropole et plus encore dans les 3 départements d'Algérie fort peu nombreux, y compris au sein de l'intelligentsia.

Certes dans les cercles de la gauche chrétienne, de la revue Esprit ou de Témoignage Chrétien, la dénonciation des méfaits du colonialisme, de la répression contre les nationalistes était ancienne, de même que parmi les militants anarchistes ou trotskystes. Mais les antis colonialistes étaient en novembre 1954 fort peu nombreux. Les universitaires de droite étaient bien entendu attachés à la défense de l'Empire dernier vestige de la puissance ancienne de la France. A gauche et au centre gauche, était profondément ancrée la conception héritée de Jules Ferry selon laquelle la France devait transmettre aux peuples dominés le message universel de la révolution française afin de leur permettre de sortir de l'enfance et accéder progressivement à l'âge adulte sous la tutelle maternelle de la métropole. Si l'opposition des communistes à la « sale guerre d'Indochine » avait été virulente après le début de la guerre froide en 1947 puisque l'Indochine comme la Corée était l'un des fronts de l'affrontement Est-Ouest, tout autre avait été leur positionnement face aux vellétés d'indépendance du peuple Algérien. Soucieux de ne pas se couper du petit peuple Pied Noir, votant souvent à gauche voire communiste, suspicieux face à un mouvement nationaliste au sein duquel pesait la religion musulmane, le PCF considérait encore dans l'entre deux guerres que l'Algérie était une nation en voie de constitution. Lors des massacres de Guelma et Sétif en mai 1945, le PCF dénonça, moins la féroce répression coloniale qui fit plusieurs dizaines de milliers de victimes que les agissements de provocateurs hitlériens.

Les militants trotskystes dès 1954 apportèrent un soutien politique et matériel aux militants nationalistes algériens mais, comme souvent le firent en ordre dispersé, les uns misant sur le FLN et les autres sur le MNA de Messali Hadj, Au delà de ces quelques dizaines de militants, les voix contestant le choix de la répression justifiée

par le fameux « l'Algérie c'est la France » prononcé par le ministre de l'intérieur François Mitterrand furent celles d'intellectuels dissidents. Claude Bourdet, ancien résistant, compagnon de la Libération, homme de gauche sans parti dénonça dès 1955 l'usage de la torture contre les algériens. De même à droite, au nom de principes moraux refusant que la France puisse utiliser les mêmes méthodes que celles de l'occupant nazi, l'homme de droite François Mauriac publia une tribune mettant en cause les autorités militaires et policières. Mais ces dénonciations restaient limitées aux cénacles intellectuels ou aux réseaux d'une gauche chrétienne ou dissidente

Il fallut attendre l'arrivée au pouvoir du gouvernement Guy Mollet et le retournement d'une gauche, devenue majoritaire au parlement à la suite des élections de 1956 en promettant la paix en Algérie et en y envoyant les appelés du contingent pour que la contestation de ce qui n'étaient plus des événements mais une véritable guerre puisse prendre de l'ampleur.

Comme lors de l'affaire Dreyfus, les intellectuels furent au premier plan de la contestation de la politique répressive et sans aucun doute permirent à celle-ci de dépasser le cadre étroit des cercles militants d'extrême gauche.

Pour faire connaître tout d'abord la réalité du colonialisme et la situation de misère dans lequel se trouvait le peuple Algérien. De grandes figures comme celle d'André Mandouze et de François Chatelet, enseignants en Algérie contribuèrent par leur bonne connaissance de l'Algérie coloniale et de son peuple à ce que plus de français de métropole sympathise avec sa cause.

Mais ce fut la dénonciation de la torture, qui conduisit de nombreux intellectuels, professeurs, étudiants, journalistes à passer de l'indignation morale au soutien à ce que l'on appellerait la révolution algérienne.

Même si l'usage de la torture fut organisé de manière systématique par l'armée et la police française, comme vient de le reconnaître le Président Macron 60 ans après les faits, certains cas emblématiques furent l'occasion de campagnes de dénonciation qui commencèrent à toucher des cercles plus larges de militants syndicaux ou politiques.

Les militantes algériennes, comme Djamilia Boupacha, torturées et violées par les parachutistes devinrent les figures exemplaires du martyr du peuple algérien.

Les tortures subis par les militants du PCA Henri Alleg et Maurice Audin, mirent en lumière l'ampleur de la répression puisque celle-ci touchait également des européens. Le livre que fit paraître Henri Alleg, la « Question » fut, malgré son interdiction, lu par des dizaines de milliers de personnes. La disparition du jeune doctorant en mathématique Maurice Audin et la soutenance de sa thèse dirigée par Laurent Schwartz devint symbolique de l'engagement de ces intellectuels anti colonialiste.

Ainsi que put le faire durant l'affaire Dreyfus un Bernard Lazare en démarchant les intellectuels afin de gagner leur soutien, un jeune historien, Pierre Vidal Naquet consacra toute son énergie et tout son temps à dénoncer la barbarie de la répression coloniale.

Dans cette mobilisation des intellectuels les éditeurs ne furent pas en reste. Issue directement de la résistance à l'occupant nazi, les éditions de Minuit, celle qui

avaient publié clandestinement le silence de la mer de Vercors, publièrent, en bravant censure et saisie, plusieurs livres de témoignages d'appelés du contingent ou de torturés. Outre Jérôme Lindon le patron des éditions de Minuit un jeune éditeur, François Maspéro, dont le père, le grand sinologue Henri Maspéro était mort en déportation, publia également de nombreux livres sur la guerre d'Algérie et plus encore sur la Révolution Algérienne. Révolution Algérienne car de nombreux intellectuels, dont François Jeanson, rédacteur en chef des Temps Modernes, la revue fondée par Jean Paul Sartre, virent dans le mouvement de libération nationale algérien un nouveau foyer de ce mouvement révolutionnaire qui à l'instar de la Révolution Cubaine de 1959 viendrait affaiblir l'impérialisme. Catholiques, communistes critiques du mot d'ordre craintif de leur parti « Paix en Algérie », trotskystes ou sans partis révoltés s'engagèrent dans les réseaux de porteurs de valise en cachant des militants algériens, en transportant armes et argents, voire comme les trotskystes de Pablo en produisant au Maroc des armes pour l'ANL. La contestation de la guerre d'Algérie gagna également la SFIO au sein de laquelle une aile gauche refusant la politique de Guy Mollet et de Lacoste scissionna pour former avec Daniel Mayer, Edouard Depreux, un Parti Socialiste Autonome qui en fusionnant avec d'autres petites formations chrétiennes ou issues du PCF formèrent en 1960 le PSU.

Après le retour du général de Gaulle au pouvoir en mai 1958 et avec les différents événements dramatiques qui scandèrent la marche inéluctable vers l'indépendance de l'Algérie, la mobilisation des intellectuels ne faiblit pas. En 1960 Un appel initié par l'écrivain Maurice Blanchot, le critique littéraire Maurice Nadeau signé par 121 personnalités, dont Adamov, Simone de Beauvoir, Robert Benayoun, Jean Louis Bory, Daniel Guérin, Claude Lanzman, Thodore Monod, Claude Sautet, Simone Signoret, Jean Pierre Vernant, Marguerite Duras, apporta son soutien aux déserteurs du contingent qui refusaient de perdre leur jeunesse dans les djebels algériens. Ce manifeste proclamait : « *Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien, Nous respectons et jugeons justifié la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux algériens opprimés au nom du peuple français. La cause du peuple algérien qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial est la cause de tous les hommes libres* ».

A ce manifeste répondit celui des intellectuels pour la résistance à l'abandon dénonçant les « professeurs de trahison qui vont jusqu'à préconiser l'aide directe au terrorisme ennemi...C'est commettre un acte de trahison que de calomnier et de salir systématiquement l'armée qui se bat pour la France en Algérie. ». Il est signé à la fois par la vieille garde des écrivains collaborationnistes comme Pierre Gaxotte ou Roland Dorgeles et par les nouveaux hussards que sont Roger Nimier, Antoine Blondin ou Jacques Laurent.

Durant cette période l'UNEF, dont la majorité avait été gagnée par les étudiants de la Jeunesse Chrétienne opposés violemment à la guerre menée par la France contre le peuple d'Algérie organisa, avec le PSU, des manifestations réprimées par la police. Le PCF engagea lui aussi ses forces mais si la répression de la manifestation de février 1962 et l'enterrement des morts de Charonne donna lieu une puissante mobilisation populaire, en revanche la répression sanglante de la manifestation appelée par le FLN en octobre 1961 pour contester le couvre feu imposé aux seuls ressortissants algériens ne suscita l'indignation que des cercles intellectuels et

militants. Il fallut attendre plus de 30 ans pour que des intellectuels comme l'historien autodidacte Jean Luc Einaudi sorte ce qui fut le plus grand massacre à Paris depuis la Commune fut connu du grand public.

Les menaces de l'OAS et de leurs soutiens d'extrême droite en France ajoutèrent à ces mobilisations une mobilisation antifasciste.

Renouant avec la tradition antifasciste de l'entre-deux-guerres, un comité universitaire antifasciste animé en particulier par le futur écrivain Pierre Goldman s'attacha à disputer aux gros bras du mouvement Jeune Nation puis Occident le pavé du Quartier Latin.

La guerre d'Algérie qui se termina en mars 1962 contribua ainsi à l'émergence d'une génération intellectuelle et politique qui s'investit ensuite dans le soutien aux luttes du tiers monde, de la Havane à la Chine de la Révolution Culturelle et, avec une lente impatience, dans les luttes sociales des années 68.

I

## **L'appel des 343, les intellectuels et le renouveau du mouvement féministe.**

Si le livre de Simone De Beauvoir, « le deuxième sexe » connut à sa publication en 1949 et du fait même de la notoriété de son auteure et de son compagnon Jean Paul Sartre un très fort retentissement, tant en termes d'éblouissement chez nombre de ses lectrices que de critiques acerbes des milieux conservateurs et cléricaux, le pape en interdit la lecture, il fallut néanmoins attendre le début des années soixante dix pour que le mouvement féministe prenne son véritable essor.

Les événements de mai et juin 68 avaient bien sur vu nombre de femmes, étudiantes, ouvrières ou employées se mobiliser dans les manifestations et moins dans les occupations d'entreprise. Mais les revendications des femmes, y compris dans les partis et organisations de gauche et d'extrême gauche, n'étaient pas une préoccupation centrale. Pour nombre de militants, voire de militantes, de ces courants politiques les femmes trouveraient la voie de leur émancipation par le seul effet de la révolution prolétarienne pour les plus radicaux ou de la victoire de la gauche unie.

Mais deux ans plus tard, les choses commencent à bouger. En mai 1970, le journal *L'Idiot international* de Jean-Edern Hallier publie *Combat pour la libération des femmes*. Ce texte est suivi d'une action le 26 août 1970, lorsque des femmes, dont Christiane Rochefort et Monique Wittig romancière et théoricienne féministe française, dont l'œuvre a beaucoup marqué le mouvement féministe, tentent de déposer une gerbe sous l'Arc de triomphe en hommage à la femme du Soldat inconnu. C'est cette date qui est souvent retenue pour marquer la naissance du Mouvement de libération des femmes. Un mouvement qui, à la différence des écrits de Simone de Beauvoir, n'entend pas seulement imposer l'égalité des droits avec les hommes mais plus fondamentalement revendiquer la spécificité de la féminité et,

pour des sociologues comme Christine Delphy, faire valoir que les tâches ménagères et l'éducation des enfants, sont un facteur de production au même titre que le travail salarié.

En 1971, à l'initiative des journalistes Jean Moreau et Nicole Muchnik, Simone de Beauvoir rédige le manifeste des 343. Cette pétition signée par 343 Françaises, connues ou inconnues, qui se sont fait avorter, s'exposant à l'époque à des poursuites pénales, paraît dans *Le Nouvel Observateur* du 5 avril et commence par ces mots : « Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples. On fait le silence sur ces millions de femmes. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté. De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre »

Suivent les 343 signatures de célébrités, notamment celles de personnalités telles que, Stéphane Audran, Christine Delphy, Catherine Deneuve, Dominique Desanti, Marguerite Duras, Françoise Fabian, Brigitte Fontaine, Antoinette Fouque, Gisèle Halimi, Bernadette Lafont, , Marceline Loidan, Ariane Mnouchkine, Jeanne Moreau, Bulle Ogier, Marie-France Pisier, Micheline Presle, Christiane Rochefort, Yvette Roudy<sup>3</sup>, Françoise Sagan, Delphine Seyrig, Agnès Varda, Marina Vlady, Monique Wittig.

Cet appel eut un grand écho dans la société française. Dès 1972 les mobilisations pour l'avortement libre et gratuit sont impulsées par le mouvement Choisir, créé par l'avocat Gisèle Halimi pour défendre les signataires du manifeste des 343. Aux côtés notamment de Simone de Beauvoir et de Jean Rostand, elle fonde en 1971 le mouvement féministe « *Choisir la cause des femmes* » et milite en faveur de la dépénalisation de l'avortement. Au procès de Bobigny en 1972, qui a un retentissement considérable, Gisèle Halimi obtient tout d'abord, au tribunal correctionnel, la relaxe pour Marie-Claire, une jeune fille de 16 ans qui avait avorté après un viol. Elle obtient aussi du sursis pour la mère et la relaxe pour les deux amies qui ont aidé Marie-Claire et fait de ce procès une tribune contre la loi de 1920 interdisant l'avortement en France.

Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception dans lequel s'engageront nombre de syndicalistes et de militantes et militants d'extrême gauche contribuera, en organisant des IVG par la méthode Karman, à ancrer la campagne pour la liberté de l'avortement dans les villes de province. Ainsi le MLAC de Rouen, comme le MLAC de Bagneux ou de Gennevilliers font et revendiquent la pratique de ces avortements sans intervention médicale. La loi est donc ouvertement bafouée. L'illégalité est devenue légitime et publique. Le film interdit de Marielle Issartel et Charles Belmont, *Histoires d'A.*, qui donne à voir un avortement effectué par la méthode Karman, a aussi contribué à faire connaître l'action du MLAC et à diffuser l'information.

Le combat pour le droit à l'avortement qui sera gagné lors de l'adoption de la loi Veil du 17 janvier 1975, dépénalisant l'interruption volontaire de grossesse, est

emblématique des mobilisations sociales et politiques dans lesquelles les intellectuelles jouent un rôle de déclencheurs d'une prise de conscience de l'opinion publique sur la nécessité de s'organiser pour imposer un nouveau droit.

Classiquement la légitimité acquise dans un domaine spécifique, ici la médecine ou le droit, le rôle des avocates Gisèle Halimi et Monique Antoine est crucial, permet de transgresser la loi, de provoquer une réaction du pouvoir forcément inadapté car en décalage avec les attentes d'une partie importante de l'opinion. Même si comme lors de l'affaire Dreyfus, le rôle de la presse est essentiel, puisque le manifeste des 343 paraît dans le *Nouvel Observateur* avec un fort appui de sa rédaction, la reprise des termes du débat par la TV, et l'on pense aux images du procès de Bobigny, démultiplie les prises de parole des intellectuels en pénétrant dans les foyers à l'heure du JT.

La notoriété des signataires du manifeste des 343 les protège de la sanction pénale mais permet également aux milliers de femmes ayant recours à l'avortement clandestin ou pratiqué à l'étranger de sortir de leur solitude, de leur souffrance voire de leur honte. Par un processus d'identification avec des personnalités connues et souvent admirées ces milliers de femmes vont ainsi devenir une force agissante et par les centaines de manifestations et de réunions publiques qui se déroulent de 1971 à 1974 parvenir à faire changer la loi. Moins que l'engagement d'une bataille d'opinion menée, comme dans l'affaire Dreyfus à contre courant ou dans l'indifférence, la mobilisation des intellectuelles entre 1971 et 1975 a surtout eu vocation à cristalliser des révoltes jusqu'alors éparses, à conférer à un objet relevant du privé, de l'intime un contenu social et au final politique.

## **Le décembre 1995 des intellectuels**

Alors que Jacques Chirac s'est fait élire à l'élection présidentielle française de 1995 sur le thème de la réduction de la « fracture sociale », il explique aux Français quelques semaines plus tard qu'il doit renoncer à son programme ayant « sous-estimé l'ampleur des déficits ». Il annonce vouloir réduire les déficits « pour qualifier la France pour la monnaie unique européenne ». Le plan Juppé qui intervient peu après ce changement de cap radical provoque une levée de boucliers.

Le plan du premier ministre Alain Juppé contenait, en effet, une série de mesures concernant aussi bien les retraites que l'assurance-maladie, et qui toutes allaient dans le sens d'une politique de rigueur.

Dès sa présentation à l'Assemblée nationale par le Premier ministre Alain Juppé, le plan de réforme se heurte à l'hostilité d'une partie de l'opinion publique. En revanche, la direction de la CFDT, ainsi qu'une partie du Parti socialiste (en particulier Claude Évin), soutiennent le plan. La quasi-totalité de la presse, des commentateurs médiatiques apportent également leur soutien à plan considéré comme relevant du « cercle de la raison » et pouvant contribuer à favoriser l'entrée de la France dans la

modernité. Les opposants étant renvoyés au statut peu enviable d'archaïques arc-boutés à la défense de leurs privilèges.

Malgré cela, un mouvement de grève se déclencha et dura plus de trois semaines à la SNCF et dans d'autres secteurs de la fonction publique, tandis qu'une série de journées de manifestations accompagna les grèves. La plus importante ayant réuni le 12 décembre 1995 deux millions de personnes dans toute la France

Alors que depuis le milieu des années quatre vingt et le soutien à Solidarnosc, les intellectuels semblaient avoir renoncé aux engagements publics, le positionnement par rapport aux grèves soula deux camps opposés.

“*Le retour des grandes pétitions*”, écrira dans *Libération* l'historien des idées Jean-François Sirinelli. Il ne se dessine pas alors une frontière entre la droite et la gauche sur les lignes traditionnelles de partage de l'échiquier politique, mais bien davantage un schisme dans le monde intellectuel, qui traversa en particulier la gauche universitaire. Trois ans après les débats sur le Traité de Maastricht qui laissèrent la gauche fracturée, on retrouva, d'un côté, l'**Appel pour une réforme de fond de la Sécurité sociale** ; de l'autre, l'**Appel des intellectuels en soutien des grévistes**.

Le premier, "*l'Appel pour une réforme de fond de la Sécurité sociale*", commence à se propager le 24 novembre 1995. On trouve derrière cette pétition la revue *Esprit* qui a agrégé diverses personnalités de sensibilité réformatrice, qui se rangent derrière la décision de Nicole Notat, secrétaire de la CFDT, de finalement soutenir le plan Juppé. Parmi les signataires, Alain Touraine, Pierre Rosanvallon, Jacques Julliard, Paul Ricœur Jean-Paul Fitoussi, Michel Winock, Jacques Le Goff, Alfred Grosser et d'autres personnalités réputées proches de la "*deuxième gauche*" et du rocardisme, comme Claude Alphandéry.

La revue *Esprit* n'est, en effet, pas seule derrière ce texte puisqu'il porte aussi l'empreinte de la Fondation Saint Simon, dont Pierre Rosanvallon est le secrétaire et Alain Minc, le trésorier. Comme l'écrivait Pierre Rosanvallon, « la fondation Saint-Simon a été créée après le tournant de 1981, pour mettre sur pied un espace d'échange social et de production intellectuelle totalement indépendant, différent à la fois des clubs politiques et des institutions universitaires ». La composition de la direction de cette fondation est une bonne illustration du mouvement qui s'est opéré au sein d'une partie de l'intelligentsia de gauche qui pour reprendre le titre d'un petit essai malicieux de Guy Hocquenghem est passé du col mao au rotary club.

Président : Roger Fauroux et François Furet

- Secrétaire : Pierre Rosanvallon
- Trésorier : Alain Minc
- Administrateurs : Jean-Claude Casanova, Jean Peyrelevade et Yves Sabouret

Parmi les autres membres on trouvait des chefs d'entreprises tels que Jean-Louis Beffa, Antoine Riboud, Christian Blanc, Jean-Luc Lagardère, Francis Mer, des journalistes comme Jean Daniel, Laurent Joffrin, Serge July, Christine Ockrent, Anne Sinclair, Franz-Olivier Giesbert, Jean-Marie Colombani, Michèle Cotta et Jean-Pierre Elkabbach ou encore le philosophe Luc Ferry, le sociologue Alain Touraine, le politicien Bernard Kouchner et l'économiste Thomas Piketty.



Cette pétition est significative de l'évolution politique connue par de nombreux intellectuels au tournant des années 80. Le renoncement au messianisme révolutionnaire impulsé par les nouveaux philosophes dès la fin des années 70 s'est en effet diffusé ensuite parmi des intellectuels plus engagés sur le champ social. Les adieux au socialisme d'Alain Touraine ou au prolétariat d'André Gorz, le rejet du tiers-mondisme par Pascal Bruckner ou Gérard Chaliand, hier grands laudateurs des guérillas exotiques, le retour au premier plan des idées des grands penseurs libéraux du XIX<sup>ème</sup> siècle comme Alexis de Tocqueville ou Guizot favorisent l'adhésion à ce que P. Rosanvallon, F. Furet et Jacques Julliard appelleront la République du Centre, la fin de l'exception française.

En face, circule un autre texte entre le 4 et le 15 décembre, date de sa publication dans le journal *Le Monde* sous la forme d'une publicité payante pleine page, flanquée du titre "*Appel de solidarité avec les grévistes*". Plus de deux cents personnalités le co-signent, parmi lesquelles on peut citer Michèle Riot-Sarcey, qui participe à l'ébauche de la première mouture du texte, Daniel Bensaïd, Luc Boltanski, les époux Aubrac, Jacques Derrida, Annie Ernaux, Antoinette Fouque, Pierre Vidal-Naquet, Jeanne Favret-Saada, Léon Schwartzberg, Etienne Balibar, Roland Castro, Régis Debray ou encore Marina Vlady, mais aussi de très nombreux universitaires, dont beaucoup de sociologues critiques dans le sillage de Bourdieu. On parlera de ce faisceau de signataires comme d'une incarnation de "*la gauche critique*".

C'est une fracture politique que ces deux pétitions racontent. A ces intellectuels qui ont renoncé à toute espérance de transformation de la société voire même à toute sympathie pour la revendication sociale s'opposent d'autres intellectuels estimant, nonobstant les échecs du socialisme réel, que la réalité sociale avec son cortège de chômage et de misère, légitime toujours la contestation de l'ordre établi. Cette fracture s'incarne dès avant le plan Juppé dans les parutions de l'époque sur le champ intellectuel. En effet, Pierre Bourdieu a publié deux ans plus tôt, en 1993 au Seuil une enquête sociale collective magistrale sous le titre *La Misère du monde* ou le philosophe Daniel Bensaïd qui en 1995 publie deux ouvrages revisitant l'œuvre de K. Marx.

Cette fracture s'exprime parfaitement dans le discours que prononce P. Bourdieu devant les cheminots, le 12 décembre à la Gare de Lyon :

*Cette opposition entre la vision à long terme de "l'élite" éclairée et les pulsions à courte vue du peuple ou de ses représentants est typique de la pensée réactionnaire de tous les temps et de tous les pays ; mais elle prend aujourd'hui une forme nouvelle, avec la noblesse d'État, qui puise la conviction de sa légitimité dans le titre scolaire et dans l'autorité de la science, économique notamment : pour ces nouveaux gouvernants de droit divin, non seulement la raison et la modernité, mais aussi le mouvement, le changement, sont du côté des gouvernants, ministres, patrons ou "experts"; la déraison et l'archaïsme, l'inertie et le conservatisme du côté du peuple, des syndicats, des intellectuels critiques.*

« Cette noblesse d'État, qui prêche le dépérissement de l'État et le règne sans partage du marché et du consommateur, substitut commercial du citoyen, a fait main basse sur l'État ; elle a fait du bien public un bien privé, de la chose publique, de la République, sa chose. Ce qui est en jeu, aujourd'hui, c'est la reconquête de la démocratie contre la technocratie : il faut en finir avec la tyrannie des "experts", style Banque mondiale ou F.M.I., qui imposent sans discussion les verdicts du nouveau Léviathan ( les "marchés financiers" ), et qui n'entendent pas négocier mais "expliquer" ; il faut rompre avec la nouvelle foi en l'inévitabilité historique que professent les théoriciens du libéralisme ; il faut inventer les nouvelles formes d'un travail politique collectif capable de prendre acte des nécessités, économiques notamment ( ce peut être la tâche des experts ), mais pour les combattre et, le cas échéant, les neutraliser. » Dans cette intervention, qui rejoignait la figure de Sartre perché sur un tonneau devant les usines Renault de Billancourt en 1970, P Bourdieu, décédé en 2002, ouvrait un nouveau champ d'intervention pour les nouvelles générations d'intellectuels. Le prix Médicis accordée à l'essayiste Vivianne Forester pour son livre « l'horreur économique » l'année suivante, celui des sociologues Beaud et Pialoux en 1999 « retour sur la condition ouvrière » ou les romans de Gérard Mordilla confirmeront le retour de la question sociale au premier rang de la scène après une décennie consacrée à la promotion de la philosophie politique libérale et passée à réduire voire à nier l'existence de la lutte des classes. .

Les interventions de ces intellectuels sont moins universalistes, moins idéologiques et plus ancrées sur les apports des sciences sociales. Mais, comme l'écrivait quelques années plus tard JF Sirinelli en janvier 1998 « *Les batailles d'intellectuels, sans avoir retrouvé leurs capacités d'amplification d'antan, redeviennent à la fois un bon sismographe des grands débats qui divisent la communauté nationale et un indicateur précieux de coloration politique. Depuis décembre 1995, le diagnostic est à chaque fois le même : la gauche « plurielle » est constituée de cultures politiques difficilement compatibles sur les grands problèmes de l'heure* ». La mobilisation des gilets jaunes montre que ces débats ne sont pas clos et c'est ce que nous allons à présent évoquer.

## **Les intellectuels, lanceurs d'alerte face à la montée de la fracture sociale et territoriale en France**

Depuis maintenant près de 4 semaines notre pays est confronté à une mobilisation sociale de nature inédite, celle des gilets jaunes. L'enracinement du mouvement soutenu pour le moment par une majorité de la population, l'extension de la mobilisation à d'autres catégories sociales comme les lycéens et les étudiants ainsi que la violence des manifestations des 24 novembre et 1<sup>er</sup> décembre attestent de la profondeur de la crise sociale et politique que traverse notre pays.

Lancée au départ par des vidéos et des pétitions tournant sur les réseaux sociaux, cette mobilisation s'est cristallisée autour de la dénonciation de l'augmentation des taxes sur les carburants et a englobé peu à peu des revendications d'ordre social et politique se rejoignant dans une dénonciation de la précarisation des classes

populaires, de la relégation des territoires péri urbains et ruraux et peut être plus fondamentalement de l'épuisement du mode de la représentation délégataire sur lequel se fondent les institutions de Vème République. Inédite par ses mots d'ordre, cette mobilisation l'a été également par le répertoire de ses modes d'action très largement auto organisés sans structure d'appui syndicale ou associative, principalement les barrages de route tenus pendant des jours et des nuits et l'occupation des péages d'autoroute. Enfin, par sa composition puisque la plupart des participants, et surtout des participantes, à ces actions appartiennent à ce le sociologue Stéphane Béaud appelait dans un ouvrage paru en 2008 la « France invisible ». La France des ouvriers intérimaires, des employées à temps partiels, des bénéficiaires du RSA, des auto entrepreneurs ubérisés, des petits patrons et artisans.

Dirigeants politiques mais aussi syndicaux, commentateurs médiatiques des chaînes d'information semblent s'étonner de l'irruption de ces « gilets jaunes » qui paraissent n'entrer dans aucune des catégories connues de contestation. Certains d'entre eux ne voulurent voir dans ce mouvement qu'un simple coup de gueule de la France des « fumeurs de clope et de conducteurs de voitures diesels » comme le dit crument un ministre ou une sorte de soulèvement poujadiste manipulé par l'ultra droite. La peste brune s'est abattu sur Paris ira jusqu'à dire un ministre en évoquant la manifestation du 24/11 sur les Champs Elysées tandis que le principal dirigeant d'une grande organisation syndicale fit part de son refus de manifester au côté de Marine Le Pen.

Et les intellectuels dans tout cela ?

A priori sur les barrages peu d'universitaires, d'artistes ou d'écrivains et moins encore parmi les animateurs du mouvement dans les départements. Pourtant, les intellectuels ne sont pas absents de ce mouvement qui est sans doute également symptomatique du nouveau rôle que ces derniers occupent à présent dans la société. Non plus comme des initiateurs, des animateurs voire des dirigeants de mouvements sociaux mais, plus modestement, en tant que lanceurs d'alerte et décrypteurs du mouvement s'appuyant sur leur expertise pour de leur place, dans leur ligne d'eau, éclairer les fractures de la société.

D'une part, et c'est fondamental, en alertant depuis des années sur les conséquences de la mondialisation du capitalisme et la financiarisation de celui-ci sur la vie quotidienne de millions de femmes et d'hommes.

Même si ses travaux font l'objet de controverses ou de récupérations politiques sans doute éloignées de ses intentions de départ, on ne peut occulter dans ces alertes les recherches du géographe Christophe Guilly.

Auteur dès 2004, avec Christophe Noyé d'un Atlas des nouvelles fractures sociales en France, il a montré, en s'appuyant sur un corpus de statistiques incontestables que la désindustrialisation de régions entières du pays, la « gentrification » des centres urbains avec une montée des prix de l'immobilier, la fermeture des services publics dans de très nombreuses villes moyennes et petites, le quasi blocage des salaires ouvriers et employés (CF le dernier rapport de l'OFCE) avaient contribué à une césure entre la France des métropoles, celle dite de la « mondialisation heureuse » et la France que Guilly appelle périphérique. France périphérique devenue invisible dans les médias et plus encore dans la représentation nationale

puisque parmi les députés ne figurent aucun ouvrier et seulement une poignée d'employé alors que ces derniers constituent près de 50% de la population active !

Pour Guilly, et c'est en cela qu'il est contesté, relégation économique et spatiale se confondent. Il écrit ainsi dans son ouvrage *« les fractures françaises » paru en 2010 « la disparition culturelle (et politique) des couches populaires n'est pas sans rapport avec la relégation spatiale qu'elles subissent depuis 20 ans. De l'exode rural consécutif à la révolution industrielle à l'exode urbain aujourd'hui, le statut spatial des couches populaires apparaît comme une métaphore géographique de la place qu'elles occupent désormais dans l'espace politique et culturel « centrale » hier, celle-ci est désormais périphérique. Du cœur de la ville industrielle aux périphéries péri urbaines et rurales des métropoles mondialisées, les couches populaires apparaissent comme les grandes perdantes de la lutte des places. La majorité des ouvriers, des employés ainsi que des ménages modestes vivent désormais sur des territoires périurbains, industriels et ruraux, à l'écart des lieux de pouvoirs économiques et culturels. C'est bien dans cette France périphérique qu'émerge la nouvelle sociologie qui se différencie de plus en plus de celle des grandes villes et qui trace de nouvelles lignes de fractures politiques ».*

Comme il l'explique encore dans un ouvrage paru en 2014 *« La France périphérique » « la véritable fracture n'oppose pas les urbains aux ruraux mais les territoires les plus dynamiques à la France des fragilités sociales ».* Pour mettre en évidence cette fracture Guilly s'est appuyé sur 8 indicateurs. Le % d'ouvriers dans la population active, celui des employés et ouvriers dans la population active, le % de salariés à temps partiels, le % des emplois précaires, le % des chômeurs, les revenus inférieurs à 18 749 e annuels et l'évolution de la part des ouvriers et employés entre 99 et 2010. Le classement des communes en fonction de l'indice de fragilité fait apparaître que dans la France des grandes métropoles 12,3 % de la population est *« populaire/fragile »* alors que dans la France périphérique le taux monte à 74,8 %. De ces statistiques, Guilly en conclut que le monde médiatique qui s'est polarisé depuis des décennies sur la question des banlieues sans percevoir dans le déclassement des territoires périphériques la cause de nouvelles radicalités. Avec un certain sens de l'anticipation des mouvements actuels Guilly écrivait donc *« sur les décombres de la classe moyenne et la précarisation des classes populaires, les nouvelles radicalités ne viennent pas comme prévu des banlieues mais de la France périphérique. Aujourd'hui l'essentiel des radicalités sociales et politiques, mais aussi les réflexions alternatives, émergent non pas des banlieues mais des territoires les plus à l'écart des métropoles ; c'est ici que se joue pour partie la cohésion nationale ».*

Les thèses de Guilly opposant la France des métropoles aux territoires périphériques ont été parfois considérées comme trop schématiques voire caricaturales et pouvant être reprises par une extrême droite opposant les bobos mondialisés au peuple du pays réel. Le démographe Hervé Le Bras et l'anthropologue Emmanuel Todd dans un épais ouvrage *« le mystère français »* utilisant également un ensemble de statistiques présentaient un tableau plus nuancé et moins pessimiste de la société française en écrivant dans leur introduction *« sans oublier la récente entrée en stagnation éducative, les nouvelles inégalités culturelles et économiques, la dérive à droite du système politique , la déroute industrielle, nous allons faire l'inventaires de l'immense acquis humain des années 1980-2010. C'est*

*l'ultime paradoxe : une approche anthropologique contraint à une vision complète et positive du processus de modernisation ».*

Néanmoins, on peut faire gré à Guilly d'avoir mis l'accent sur des mutations et des fractures que les approches traditionnelles des catégories sociales ne permettaient pas d'identifier. La gauche politique et syndicale elle-même dans le souvenir souvent nostalgique des grands bastions de la classe ouvrière peina à identifier dans ces figures éclatées d'un nouveau prolétariat les acteurs de luttes émancipatrices.

Par delà les travaux de Guilly très médiatisés, on ne compte plus depuis une quinzaine d'années les travaux relevant de diverses disciplines universitaires qui décrivent ces phénomènes d'exclusion, de désaffiliation nourrissant dans une partie toujours plus grande de la population ressentiment et sur le plan politique montée de l'abstention et vote d'extrême droite.

De nombreux chercheurs ont, chacun dans leur champ d'expertise, dévoilé les ressorts de le psychiatre Christophe Dejours dans un livre à succès « souffrance en France » appelait en 1998 la « banalisation de l'injustice sociale ». Recherchant les causes profondes de cette paupérisation et de cette souffrance, le sociologue Louis Chauvel, dans un essai publié en 2016 sous le titre « la spirale du déclassement, » soulignait quant à lui la montée continue des inégalités sociales à travers le phénomène de « repatrimonialisation » des richesses et la distorsion croissante entre les revenus du travail et ceux du patrimoine mais également la désintégration de ce qu'il considère comme le noyau central de la société à savoir les classes moyennes.

Outre le chômage de masse qui touche depuis plus de 30 ans, quasiment sans discontinuer, la société française, ce qu'un autre sociologue aujourd'hui disparu, Robert Castel a appelé en 2009 « la montée des incertitudes », a contribué à cette désintégration des classes moyennes. Incertitude liée au travail et à ses transformations, incertitude liée à la perte progressive des protections sociales et à la montée de la précarité. Dans un autre essai de 2003 Robert Castel décrivait cette série de transformations économiques et sociales qui érodent progressivement les digues dressées par l'Etat social : individualisation, déclin des collectifs protecteurs, précarisation des relations de travail, proliférations des nouveaux risques.

Les mutations du travail ont, en particulier, fait l'objet d'études très précises au cours des vingt dernières années de la part des sociologues, des ergonomes et des philosophes. Individualisation, mobilisation de la subjectivité, perte de sens, charge psychique, recul des collectifs de travail du fait de réorganisations continues des entreprises, autant de phénomènes décrits par des sociologues comme Daniel Linhart, Vincent de Gaulejac ou des psychiatres comme C Dejours, des ergonomes comme Yves Clot.

Pour aller au-delà de la froideur des chiffres et des statistiques et donner chair à ces femmes et hommes de la France périphérique, il faut également relever les témoignages de ce que j'appellerai des « intellectuels de terrain » comme la journaliste Florence Aubenas dans son superbe ouvrage paru en 2010 « le quai de Ouistreham » décrivant les conditions de vie de femmes, salariées à temps partiels et donc à faibles revenus, chargées de nettoyer les ferries. De même en 2009, le philosophe et sociologue Didier Eribon, dans un récit autobiographique revenait sur ce continent disparu des radars des médias qui est celui de la France populaire. Le cinéma a également dans une série de films à succès annoncé la montée des

colères. Ainsi Stéphane Brizé dans la Loi du Marché et dans En guerre a-t-il dépeint la résistance individuelle ou collective de celles et ceux qui refusent de plier.

Les politiques ne peuvent donc pas dire qu'ils ne savaient pas !

D'autre part, au delà de ce rôle de lanceurs d'alerte, de dénonciateurs de ces divers maux frappant la société française, des intellectuels, toujours en s'appuyant sur leur champ d'expertise, cherchent à rendre intelligible le mouvement actuel des gilets jaunes en le resituant en particulier dans le temps longs des mobilisations populaires.

Ainsi, l'historien Gérard Noiriel, grand spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier et de l'immigration, scénariste du film « Chocolat » sur le parcours du premier clown noir et auteur d'une « Histoire populaire de la France » parue il y a quelques semaines, revenait dans une récente tribune parue dans le Monde sur le qualificatif de « jacqueries » attribué par certains commentateurs au mouvement des gilets jaunes. *« Dans mon Histoire populaire de la France, j'ai montré que tous les mouvements sociaux depuis le Moyen Age avaient fait l'objet d'une lutte intense entre les dominants et les dominés à propos de la définition et de la représentation du peuple en lutte. Le mot « jacquerie » a servi à désigner les soulèvements de ces paysans que les élites surnommaient les « jacques », terme méprisant que l'on retrouve dans l'expression « faire le Jacques » (se comporter comme un paysan lourd et stupide). Toutefois, on peut aussi inscrire ce refus de la « récupération » politique dans le prolongement des combats que les classes populaires ont menés, depuis la Révolution française, pour défendre une conception de la citoyenneté fondée sur l'action directe. Les gilets jaunes qui bloquent les routes en refusant toute forme de récupération des partis politiques assument aussi confusément la tradition des Sans-culottes en 1792-93, des citoyens-combattants de février 1848, des Communards de 1870-71 et des anarcho-syndicalistes de la Belle Epoque.*

*.... Ce qui frappe, c'est la diversité de leur profil et notamment le grand nombre de femmes, alors qu'auparavant la fonction de porte-parole était le plus souvent réservée aux hommes. La facilité avec laquelle ces leaders populaires s'expriment aujourd'hui devant les caméras est une conséquence d'une double démocratisation : l'élévation du niveau scolaire et la pénétration des techniques de communication audio-visuelle dans toutes les couches de la société. Cette compétence est complètement niée par les élites aujourd'hui ; ce qui renforce le sentiment de « mépris » au sein du peuple. Alors que les ouvriers représentent encore 20% de la population active, aucun d'entre eux n'est présent aujourd'hui à la Chambre des députés. Il faut avoir en tête cette discrimination massive pour comprendre l'ampleur du rejet populaire de la politique politicienne. »*

L'historienne de la Révolution Française, Sophie Wahnich opère également un rapprochement entre les événements en cours et les soulèvements de la période révolutionnaire « Cela dit, la structure sociologique des mobilisations actuelles est très intéressante car elle correspond à celle des sans-culottes, en plus féminin. On a affaire, aujourd'hui comme hier, à des « hommes faits », pour reprendre l'expression de l'historien Michel Vovelle : des pères de famille, avec un travail, qui ne veulent pas que les générations suivantes vivent plus mal qu'eux. C'était en tant que tels, en tant qu'ils avaient fondé une famille et qu'ils voulaient une vie bonne que les sans-culottes faisaient la révolution ».

Redonner de la profondeur historique à l'évènement, le rattacher à la longue filière des soulèvements populaires qui ont scandé l'Histoire de notre pays, mais également rendre audible une parole parfois confuse, contradictoire pour mettre en exergue les ressorts profonds de la révolte, tel est le sens des enquêtes menées par exemple par le sociologue Benoit Coquart spécialiste des classes populaires rurales et présentées dans un entretien à la revue *Contre Temps* la semaine dernière : « *De manière générale, pour tout ce qui concerne l'étude du mouvement, il faudra du temps de recherche pour avancer les premières conclusions et aller au-delà des discours journalistiques et des récupérations politiques. En ce qui concerne les thématiques politiques débattues sur place, c'est la question des taxes et du pouvoir d'achat qui est fédératrice à la base. Mais on entend surtout des dénonciations récurrentes des inégalités entre riches et pauvres, entre « ceux qui se gavent » et « ceux qui bossent ». La suppression de l'ISF est revenue à plusieurs reprises pour justifier « d'être là », j'ai entendu des revendications sur les bas salaires aussi, l'injustice que les ouvriers fassent des métiers difficiles et soient moins payés, ainsi que des critiques contre les camionneurs d'Europe de l'Est. La plupart des échanges étaient des conversations cordiales entre celles et ceux qui ne s'étaient pas vus depuis longtemps, cela permet de recréer des liens alors que tout se morcelle par ailleurs en milieu rural. Ensuite, on entendait beaucoup de critiques ciblées contre « les taxes », plus que contre « les impôts » d'ailleurs qui n'étaient guère évoqués.*

*Evidemment, il y a les blagues et insultes contre Macron, notamment sur les banderoles, moins contre les personnalités du gouvernement parce qu'on ne les connaît pas ou peu. Et, plus largement, il y a un consensus, qui s'exprime différemment de la résignation jusqu'à la colère parfois violente, contre les « privilèges des riches » ou simplement contre les groupes qui semblent mépriser le mouvement, les critiques contre « les bobos qui ne comprennent rien » vont dans ce sens.*

*Il y aussi, mais plus rarement dans ce que j'ai observé, des propos contre les « assistés » que constitueraient les populations les plus démunies. Enfin, je n'ai pas observé de propos racistes, alors que c'est assez fréquent sur d'autres scènes de vie collective en milieu rural et que l'on peut supposer que des incidents racistes émailleront par endroits un mouvement qui s'étend sur toute la France. La mobilisation des « gilets jaunes », en étant ciblé contre les taxes et la répartition des richesses, met un peu en suspens les thématiques de l'extrême droite, et le déroulement des blocages renforce l'idée que l'on fait partie des mêmes catégories sociales »*

Enfin, le mouvement des gilets jaunes s'étant accompagné de violences de rue inégalées depuis mai 68, le regard des sociologues dont les travaux portent sur le maintien de l'ordre est utile pour dépasser l'émotionnel entretenu par les chaînes d'info continues. Ainsi pour Laurent Mucchielli, sociologue directeur de recherche au CNRS « La violence » n'est pas une catégorie d'analyse, ni un ensemble homogène de comportements. C'est une catégorie morale. La violence, c'est ce qui n'est pas bien. Dès lors, on comprend que le spectacle de la violence produise des effets de sidération/fascination/répulsion qui empêchent de penser. De fait, les analyses que l'on développe généralement à partir de là sont en réalité triviales, donc sans intérêt.

Qu'une partie des gens soient capables de comportements violents est trivial. Nous en sommes tous capables dans certaines circonstances. Et en l'occurrence, des circonstances sont réunies. Ce sont donc ces circonstances et non ces violences qu'il faut analyser. »

Enfin, indice du trouble que cette séquence agitée sème y compris chez les intellectuels qui comme nous l'avons évoqué au sujet de décembre 1995, vantaient les mérites du néolibéralisme et de la démocratie représentative, les récentes déclarations de Pierre Rosanvallon « Ce mouvement montre que se sont constituées dans l'ombre des communautés de souffrance et de rancœur. Ces gilets jaunes ne se sentaient pas écoutés et représentés. Ils revendiquent d'abord d'être reconnus. Cela révèle aussi qu'une partie de la société a déserté le champ de la démocratie électorale. Le mouvement rassemble des décrocheurs de la démocratie, animés par la défiance vis-à-vis des institutions. C'est pourquoi, il exprime une colère qui peine à se structurer ».

Cette crise de la démocratie représentative soulignée par P Rosanvallon, le mouvement des gilets jaunes en est sans doute la phase la plus aigue puisqu'elle a pris de court l'ensemble des institutions politiques, syndicales et administratives.

Dans un petit essai très percutant « L'illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français » paru en mars 2017, avant l'élection d'Emmanuel Macron, à la présidence de la République, deux économistes Bruno Amable et Stephano Palombani mettaient pourtant en évidence l'épuisement d'un système politique français qui depuis 1981 n'avait pas permis à une majorité parlementaire d'aller au-delà d'une mandature dans la mesure où les politiques d'adaptation de l'économie française aux contraintes de la mondialisation avaient fait exploser le bloc central structuré après la seconde guerre mondiale. Bloc central composé du patronat, des professions indépendantes, de la paysannerie et d'une partie des classes populaires dont à partir de 1958 le gaullisme et ses alliés centristes constituaient l'expression politique favorisée par les institutions de la Cinquième République. Les deux économistes concluaient avec une certaine prémonition leur essai en écrivant « *La crise configure ainsi un paysage politique fragmenté, dans lequel s'affrontent des projets multiples mais fragile, car impuissants à identifier les variables de médiation nécessaires à réunir un bloc dominant. En l'absence d'une alliance sociale dominante...les institutions qui définissent le modèle français sont appelées à être remises en cause...Aucune sorte de déterminisme ne peut annoncer quelles institutions seront modifiées, et dans quels sens.* »

Au final, ainsi que le révèlent ces différents ouvrages et contributions, il est possible pour comprendre le mouvement en cours et ses futurs soubresauts de s'appuyer sur les travaux de ces intellectuels qui mobilisent les méthodes et outils de la recherche en science sociale pour décrypter le réel sans prétendre pouvoir influencer sur lui et moins encore en prendre la direction. Les intellectuels que nous venons d'évoquer, par l'explicitation empathique du mouvement des gilets jaunes, contribuent également à jeter des passerelles entre cette France périphérique en lutte et la



France des métropoles où un salariat, en butte souvent à la souffrance au travail ou au chômage de masse, à l'ubérisation de nombreuses activités, souvent discriminé dans les quartiers populaires, n'est pas non plus épargné des conséquences du néolibéralisme.

Pour conclure je reprendrai les termes finaux de ma première conférence : comme tout phénomène social, la figure de l'intellectuel se modifie et se recompose sous la contrainte des phénomènes sociaux et politiques.

Désormais, l'intellectuel ne peut plus se vivre dans la toute puissance de sa pensée individuelle. La complexité du monde limite, en effet, les possibilités pour un individu de penser celui-ci dans sa globalité sous le prisme d'une grille d'interprétation unique. D'où l'hybridation dont nous parlions.

La multiplicité des identités et des facteurs de domination, l'intrication des crises économiques, sociales, environnementales, démographiques exigent, pour être interprétées, ce qu'on appelle l'intersectionnalité des savoirs. Seul le croisement des approches académiques, donc la constitution d'intellectuels collectifs, peut permettre de saisir cette complexité.

Les contributions des intellectuels à l'intelligibilité du mouvement des gilets jaunes sont à cet égard assez exemplaire.